
TABLE DES MATIERES

Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2013 *Bericht über die Tätigkeit des Kantonsgerichts für das Jahr 2013*

1. Partie générale	- 1 -
1.1. Remarques générales	- 1 -
1.1.1. Administration de la justice	- 1 -
1.1.2. Volume des affaires.....	- 3 -
1.2. Activité juridictionnelle	- 4 -
1.2.1. En général	- 4 -
1.2.2. I ^e Cour d'appel civil	- 7 -
1.2.3. II ^e Cour d'appel civil	- 7 -
1.2.4. Chambre des poursuites et faillites	- 7 -
1.2.5. Cour de modération	- 8 -
1.2.6. Cour de protection de l'enfant et de l'adulte	- 8 -
1.2.7. Cour d'appel pénal	- 8 -
1.2.8. Chambre pénale	- 9 -
1.2.9. I ^e Cour administrative	- 9 -
1.2.10. II ^e Cour administrative	- 9 -
1.2.11. III ^e Cour administrative	- 9 -
1.2.12. Cour fiscale.....	- 9 -
1.2.13. I ^e et II ^e Cours des assurances sociales	- 9 -
1.3. Personnel	- 10 -
1.3.1. Juges	- 10 -
1.3.2. Greffe.....	- 11 -
1.3.3. Equipe informatique.....	- 12 -
1.3.4. Secrétariat	- 13 -
1.4. Autres activités	- 13 -
1. Allgemeiner Teil	- 15 -
1.1. Allgemeine Bemerkungen	- 15 -
1.1.1. Verwaltung der Justiz	- 15 -
1.1.2. Arbeitsvolumen.....	- 17 -
1.2. Gerichtstätigkeit	- 18 -
1.2.1. Allgemeines	- 18 -
1.2.2. I. Zivilappellationshof	- 21 -
1.2.3. II. Zivilappellationshof	- 21 -
1.2.4. Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	- 22 -
1.2.5. Moderationshof	- 22 -
1.2.6. Kindes- und Erwachsenenschutzhof	- 22 -
1.2.7. Strafappellationshof	- 22 -
1.2.8. Strafkammer	- 23 -
1.2.9. I. Verwaltungsgerichtshof	- 23 -
1.2.10. II. Verwaltungsgerichtshof	- 23 -
1.2.11. III. Verwaltungsgerichtshof	- 23 -
1.2.12. Steuergerichtshof	- 23 -
1.2.13. I. und II. Sozialversicherungsgerichtshof.....	- 24 -
1.3. Personal	- 24 -
1.3.1. Richter	- 24 -
1.3.2. Gerichtsschreiberei.....	- 25 -
1.3.3. Informatikteam	- 27 -
1.3.4. Sekretariat	- 27 -
1.4. Weitere Tätigkeiten	- 27 -

Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2013 / Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2013	- 29 -
--	---------------

2. PARTIE STATISTIQUE / STATISTISCHER TEIL.....	- 33 -
2.1. SECTION CIVILE / ZIVILRECHTLICHE ABTEILUNG.....	- 33 -
2.2. SECTION PENALE / STRAFRECHTLICHE ABTEILUNG.....	- 46 -
2.3. SECTION ADMINISTRATIVE / VERWALTUNGSRECHTLICHE ABTEILUNG	- 52 -
2.4. RECOURS AU TRIBUNAL FEDERAL / BESCHWERDEN AN DAS BUNDESGERICHT	- 64 -

Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2013

1. Partie générale

1.1. Remarques générales

En 2013, le Tribunal cantonal a rendu 2789 arrêts dont 213 ont fait l'objet d'un recours. 27 d'entre eux ont été admis, ce qui représente moins d'un pourcent des décisions du Tribunal cantonal. Sur le plan administratif, le Tribunal cantonal a mis en œuvre son nouveau règlement d'organisation et de fonctionnement. Le système des assesseurs a ainsi été supprimé et la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte s'est vue attribuer de nouvelles compétences. Une deuxième Cour des assurances sociales a été créée. Sur le plan organisationnel, le Secrétaire général est entré en fonction en janvier, la directive sur le statut et le cursus des greffiers a été adoptée et le secrétariat a été réorganisé avec la réunification physique des 3 sections. Le Tribunal cantonal a officiellement débuté ses activités aux Augustins le 2 septembre 2013. Un des événements marquants de 2013 a été l'inauguration officielle du bâtiment, le 29 novembre.

1.1.1. Administration de la justice

Le Tribunal plénier s'est réuni à 9 reprises et la Commission administrative à 21 reprises. Plusieurs décisions ont, de plus, été prises par voie de circulation. Le Tribunal plénier et la Commission administrative se sont occupés des tâches générales de gestion, relatives notamment au personnel et au budget, ont traité de questions concernant sa réorganisation et son déménagement aux Augustins et ont pris position lors de 28 consultations. Par ailleurs, des délégations du Tribunal cantonal ont notamment participé à la Conférence de presse vouée à la présentation du rapport annuel du Tribunal cantonal, à une rencontre avec l'Ordre des avocats fribourgeois et à la troisième Conférence de la justice suisse organisée par le Tribunal fédéral. Enfin, les juges cantonaux ont procédé aux traditionnelles inspections annuelles, sur délégation du Conseil de la magistrature.

Nouvelle organisation

Le Règlement du Tribunal cantonal du 22 novembre 2012 précisant son organisation et son fonctionnement (RTC ; RSF 131.11) est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Ce nouveau règlement prend en considération différentes mesures de réorganisation.

Sur le plan juridictionnel :

- Le système des assesseurs de la Cour fiscale et de la Cour des assurances sociales a été abrogé. Ces cours siègent désormais également avec trois juges professionnels, ce qui a engendré dès lors une réorganisation importante au sein de la section administrative du Tribunal cantonal, avec notamment la **création d'une deuxième Cour des assurances sociales** et une charge de travail supplémentaire pour tous les juges de la section. Par ailleurs, la Cour des assurances sociales n'a plus bénéficié de mesures extraordinaires, ce qui a signifié la perte de 3 postes de greffiers-rapporteurs et de 2 postes de secrétaires au début de l'année. S'il faut noter qu'une bonne partie du *retard* dans le traitement des affaires de cette cour a été assaini au bénéfice de ces mesures temporaires, les deux cours actuelles ne sont toujours pas dotées de manière appropriée en greffiers-rapporteurs afin de juguler leur importante charge de travail *ordinaire*. Il est d'ores et déjà avéré que, même sous cette nouvelle organisation, la capacité de liquidation des deux cours des assurances sociales demeure insuffisante eu égard au volume moyen de ses affaires. D'ailleurs, elles se sont retrouvées, en fin d'année 2013, avec encore des dossiers pendants datant de 2011.
- Le nouveau droit de la protection de l'adulte est entré en vigueur en 2013. Le Tribunal cantonal est devenu en conséquence **l'unique autorité de recours cantonale** contre les décisions des autorités de protection, les Chambres des tutelles d'arrondissement ayant été supprimées de même que la Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance. Par ailleurs, les dossiers toujours pendants auprès des Chambres des tutelles d'arrondissement au 31 décembre 2012 ont été d'office transférés au Tribunal cantonal. La Cour a de plus été amenée, dans le cadre des recours contre des placements à des fins d'assistance, à se déplacer pour les auditions des personnes placées. Cette nouvelle organisation a entraîné une augmentation très importante de la

charge de la Cour, étant précisé que la nature des affaires qui lui sont soumises implique très souvent un traitement rapide du dossier.

La perte des assesseurs et les transferts de compétences – liés à l'augmentation du volume d'affaires – ont engendré une hausse de la charge travail. Celle-ci a également été accrue par le tournus important des effectifs (20 % des collaborateurs en 2013 ; pour plus de détails et d'explications, on peut renvoyer au chiffre 1.1.3).

En ce qui concerne le greffe :

- Le nouveau **Secrétaire général du Tribunal cantonal**, Frédéric Oberson, a pris ses fonctions en janvier 2013. Pour le soutenir, il a été décidé de maintenir la Commission des services centraux - constituée des deux Greffiers-chefs en place et du Secrétaire général – laquelle a poursuivi la gestion de différentes tâches administratives (budget, planification financière, personnel, organisation des processus et développement du projet). Les deux greffiers-chefs – fonction qui a disparu à la fin de l'année –, Henri Angéloz et Muriel Zingg, ont été nommés suppléants du Secrétaire général. Cette organisation a facilité la gestion unifiée des trois sections du Tribunal cantonal.
- Une nouvelle **directive sur le statut et le cursus des greffiers** a été adoptée. Cette directive permet, selon un cursus établi, de tenir compte, dans les différentes sections du Tribunal cantonal, des années d'expérience des greffiers. Les moins expérimentés ont la fonction de greffiers et les plus expérimentés celle de greffiers-rapporteurs. Cette directive a également fixé le rôle de greffiers de section qui effectuent notamment des tâches de gestion pour les sections du Tribunal cantonal.
- Une **nouvelle organisation du secrétariat** a également été mise en place. Françoise Rosales a été nommée cheffe de bureau et Magui Guisolan, collaboratrice administrative, suppléante de la cheffe de bureau. Le secrétariat est composé de secrétaires de section ainsi que d'un pool de secrétaires, l'objectif étant à l'avenir de disposer d'un personnel administratif pouvant travailler pour les différentes sections.
- Les outils **informatiques** ont été **uniformisés entre les trois sections**. De nombreux travaux ont dû être effectués car ces outils n'étaient pas utilisés de la même manière. Une arborescence commune des dossiers a ainsi été élaborée et sera fonctionnelle dès 2014. Le Tribunal cantonal a modernisé son logiciel de gestion des affaires Tribuna 2000 en passant à Tribuna V3, ce qui a impliqué la migration de toutes ses données. Une nouvelle version du système d'exploitation Microsoft Windows a également été installée. Pour faire face à ces changements, l'ensemble des collaborateurs a dû être formé. Enfin, pour remplir les nouvelles exigences légales qui imposent la **publication de tous les arrêts du Tribunal cantonal** sur le fond dès le 1^{er} janvier 2014, des travaux ont été menés en collaboration avec le Service de l'informatique et des télécommunications (SITel), lequel n'a pas pu tenir les délais, malgré ses engagements, en raison de problèmes techniques.

Nouveau bâtiment du Tribunal cantonal aux Augustins

Enfin, l'année 2013 a été marquée par le déménagement du Tribunal cantonal :

- Les derniers travaux de transformation du bâtiment, aux Augustins, dirigés par la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions, ont donné lieu à différentes séances de la commission de bâtisse et à la sous-commission de chantier dans lesquelles le Tribunal cantonal était représenté. La réception du bâtiment a eu lieu le 23 août 2013.
- Le 24 août 2013, le Tribunal cantonal a organisé une journée **portes-ouvertes du bâtiment des Augustins** à l'intention de la population fribourgeoise. Les visites guidées ont attiré environ 500 personnes, auxquelles se sont ajoutés de nombreux visiteurs qui se sont proménés dans le bâtiment

-
- A la fin de l'été, le **déménagement des trois sections**, constituées de plus de 60 collaborateurs – situés à Fribourg et à Givisiez – a demandé un travail important d'organisation et de coordination. Les deux bibliothèques ont été centralisées. Malgré l'ampleur de la tâche, le Tribunal cantonal n'a pas arrêté ses activités le temps du déménagement. Il a donc fallu gérer les «affaires courantes». Sur le plan informatique, les utilisateurs ont connu des problèmes d'impression à la suite de la mise en place de nouveaux appareils. La plupart des problèmes liés au déménagement ont été résolus sur une durée de 2 à 3 semaines, étant toutefois relevé que le Tribunal cantonal a dû gérer le déplacement de l'ensemble des outils informatiques avec l'appui d'un seul informaticien formé du SITel.
 - Le 2 septembre 2013, le Tribunal cantonal a officiellement démarré ses activités aux Augustins. Depuis lors, il a dû faire face à de nombreuses difficultés dans son nouveau bâtiment – en particulier en termes de **conditions de travail et de fonctionnalité**. De nombreuses demandes pour des travaux et des besoins complémentaires ont été déposées auprès du Service des bâtiments. Le 25 novembre 2013, la Commission administrative a rédigé un rapport qui expose les problèmes rencontrés aux Augustins afin de pouvoir les régler.
 - L'**inauguration officielle du bâtiment des Augustins** a eu lieu le 29 novembre 2013, en présence des représentants de différentes autorités. Adrian Urwyler, Président du Tribunal cantonal, Gilbert Kolly Président du Tribunal fédéral et Anne-Claude Demierre, Présidente du Conseil d'Etat, se sont exprimés durant la partie officielle qui a été suivie d'une visite guidée des lieux.

1.1.2. Volume des affaires

La charge de travail du Tribunal cantonal est restée importante en 2013. Si la section civile a connu une baisse du nombre de dossiers enregistrés (- 43 dossiers [- 3.6 %]), les sections pénale (+ 59 dossiers [+ 14.75 %]) et administrative (+ 74 dossiers [+ 6 %]) ont connu une hausse, étant rappelé que la section civile avait connu une explosion de recours en 2011 (+ 52 %).

De manière générale, le volume des nouvelles affaires est en constante augmentation ces dernières années (2013: 2'933; 2012 : 2'812; 2011 : 2'650).

Pour plus de détails et d'explications, on peut renvoyer aux chiffres 1.2.1.1, 1.2.1.2 et 1.2.2 à 1.2.13 ci-après.

1.2. Activité juridictionnelle

1.2.1. En général

a) Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal et les trois sections

TRIBUNAL CANTONAL			
Statistique générale	2013	2012	2011
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	1207*	1344	1364
b) affaires enregistrées	2933	2812	2650
c) affaires liquidées	2817	2968	2670
d) affaires pendantes au 31 décembre	1323	1209*	1344

*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.12 et le 01.01.13 s'explique par le fait que des dossiers ont été liquidés après l'impression des statistiques.

Langue des affaires liquidées

Le Tribunal cantonal a rendu 2295 décisions en français et 494 en allemand, sans compter les 28 consultations législatives dans lesquelles le Tribunal plénier a pris position.

SECTION CIVILE			
Statistique générale	2013	2012	2011
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	200*	229	129
b) affaires enregistrées	1143	1186	1176
c) affaires liquidées	1127	1214	1076
d) affaires pendantes au 31 décembre	216	201*	229

*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.12 et le 01.01.13 s'explique par le fait qu'un dossier a été liquidé après l'impression des statistiques.

Le nombre d'affaires enregistrées en **section civile** en 2013 a légèrement diminué par rapport à 2012, en rappelant que 2011 avait été marquée par une forte augmentation (+52 % de recours).

Langue des affaires liquidées

La section a rendu 976 décisions en français et 151 en allemand.

SECTION PENALE

Statistique générale	2013	2012	2011
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	145	129	108
b) affaires enregistrées	459	400	376
c) affaires liquidées	449	384	354
d) affaires pendantes au 31 décembre	155	145	130*

Si le nombre des affaires enregistrées en Cour d'appel pénal est stable (+ 4.3 %), la Chambre pénale a connu une augmentation importante de 23 % des affaires portées à son rôle, d'où l'augmentation globale de 14.75 % des affaires de la **section pénale** par rapport à 2012 (pour des précisions à ce sujet, cf. commentaires ad 1.2.7 et 1.2.8 ci-après).

Langue des affaires liquidées

La section a rendu 363 décisions en français et 86 en allemand.

SECTION ADMINISTRATIVE

Statistique générale	2013	2012	2011
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	862	984	1127
b) affaires enregistrées	1300	1226	1088
c) affaires liquidées	1213	1348	1231
d) affaires pendantes au 31 décembre	949	862	984

Langue des affaires liquidées

La section a rendu 956 décisions en français et 257 en allemand.

Le nombre des **nouvelles affaires** enregistrées en 2013 auprès de la **section administrative** a augmenté de 74 dossiers (+ 6 %). La III^e Cour enregistre une très forte augmentation (+ 130 dossiers, soit + 53.7 %). A noter qu'une centaine de recours a été déposée contre une décision du Service des ponts et chaussées. Les dossiers de la II^e Cour ont également augmenté (+ 20 dossiers, soit + 13,3 %). En revanche, la I^e Cour enregistre une baisse des affaires (- 19 dossiers, soit - 11.95 % de même que la Cour fiscale (- 22 dossiers, soit - 12 %). Les affaires d'assurances sociales ont été réparties entre la I^e et la II^e Cour (nouvelle). Le nombre total d'affaires enregistrées auprès des deux Cours en 2013 a diminué par rapport à celui de 2012 (- 35 dossiers, soit - 7.1 %).

Au niveau de la répartition des causes, les deux Cours des assurances sociales comptabilisent 917 dossiers (I^e Cour : dossiers pendants au 1^{er} janvier 2013 [276] et nouvelles affaires enregistrées [268] confondus ; II^e Cour : dossiers pendants au 1^{er} janvier 2013 selon nouvelle répartition entre les 2 Cours [184] et nouvelles affaires enregistrées [189] confondus). Cela représente 42,4 % des affaires pendantes en 2013 auprès de la section. La Cour fiscale totalise 13,5 % des enregistrements (131 dossiers pendants et 161 nouvelles affaires), la III^e Cour administrative 21.3 % (89 dossiers pendants et 372 nouvelles affaires) et la I^e Cour administrative 10.7 % (91 dossiers pendants et 140 nouvelles affaires). Le solde de 12.1 % revient à la II^e Cour administrative (91 dossiers pendants et 170 nouvelles affaires).

Il est à relever que le nombre d'affaires liquidées par l'ensemble de la section a diminué (- 135 dossiers) par rapport à l'exercice précédent, notamment en raison de la suppression des mesures extraordinaires d'aide à

la Cour des assurances sociales. Le nombre d'affaires liquidées a été inférieur à celui des nouvelles causes enregistrées, ce qui a débouché sur une augmentation de 87 dossiers pour les affaires pendantes au 31 décembre 2013 par rapport à celles pendantes au 31 décembre 2012.

D'autres informations détaillées sur l'activité des différentes Cours de la section ressortent de la partie statistique du présent rapport.

b) Durée de la procédure

Le tableau suivant rend compte de la durée des procédures dans les principales Cours/Chambres.

	1 à 30 Jours	1 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	Plus de 2 ans
I ^e Cour d'appel civil	120	74	66	65	9	5
II ^e Cour d'appel civil	74	148	44	15	20	1
Chambre des poursuites et faillites	118	31	2	1	0	0
Cour d'appel pénal	44	21	15	44	38	4
Chambre pénale	122	88	27	28	4	0
I ^e Cour administrative	25	46	19	24	24	9
II ^e Cour administrative	24	25	24	44	34	5
III ^e Cour administrative	52	202	38	31	13	9
Cour fiscale	16	29	9	21	66	7
I ^e Cour des assurances sociales	29	44	27	33	115	24
II ^e Cour des assurances sociales	25	38	14	11	36	21

En procédure civile, la durée du traitement d'une cause varie selon qu'elle est soumise à la procédure ordinaire, sommaire ou gratuite. S'agissant de la I^e Cour d'appel civil, le dossier ne peut pas être remis au juge rapporteur avant le paiement de l'avance requise de la partie recourante (délai de trente jours susceptible de prolongations de même durée). Le traitement des affaires où les parties procèdent à l'assistance judiciaire à cause de leur indigence peut être plus rapide, aucune avance de frais n'étant requise dans ce cas. Ce calcul de la durée moyenne ne tient pas compte du fait que certaines causes n'ont pas pu être traitées plus rapidement en raison d'un motif de suspension (p. ex. à la suite de la faillite d'une partie, en vertu de l'art. 207 LP, ou dans l'attente d'une décision sur une demande de prestations de l'AI). Le nombre de 45 affaires avec une durée de procédure de plus de 2 ans pour les Cours des assurances sociales s'explique par la surcharge de ces Cours. Il convient toutefois de relever que ce chiffre a très fortement baissé par rapport à 2012 (157) et 2011 (257). En outre, le principe de célérité, s'il constitue un objectif important, ne saurait reléguer au second plan la réflexion qui doit présider à l'œuvre de justice.

Enfin, il paraît important de relever que, même si le Grand Conseil est responsable de l'allocation de moyens suffisants et que le pouvoir judiciaire fait au mieux avec ceux qu'il lui attribue, il est toutefois difficilement compréhensible pour le Tribunal cantonal que, malgré des besoins clairement établis, ses requêtes budgétaires successives ne soient pas agréées. Le Tribunal cantonal réitérera dès lors ses requêtes cette année.

c) Surveillance directe et déléguée

Inspections annuelles déléguées

Sur délégation du Conseil de la magistrature (art. 127 al. 2 Cst. cant.), le Tribunal cantonal a inspecté le Tribunal de l'arrondissement de la Sarine; une partie du Ministère public (6 procureurs); le Tribunal des mesures de contraintes, le Tribunal pénal des mineurs; l'Autorité de surveillance du registre foncier; les Commissions d'expropriation, de recours de l'Université, de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Sarine, de la Singine et du Lac. Il a aussi inspecté l'Office des faillites et les sept offices des poursuites. A défaut d'affaires en cours, les commissions de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail, de recours en matière de nouvelle mensuration parcellaire et de recours en matière d'amélioration foncière n'ont pas été inspectées.

Surveillance directe en matière tutélaire

Jusqu'à la fin 2012, La Chambre des tutelles du Tribunal cantonal inspectait les chambres des tutelles d'arrondissement et la Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance dont elle avait la surveillance directe.

Le nouveau droit de la protection de l'adulte est entré en vigueur en 2013. En vertu de l'article 7 de la loi du 15 juin 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte (LPEA; RSF 212.5.1; entrée en vigueur le 01.01.13), le Conseil de la magistrature exerce désormais la surveillance de l'autorité de protection, conformément à la loi sur la justice. Le régime de surveillance est ainsi identique aux autres autorités judiciaires.

1.2.2. I^e Cour d'appel civil

La partie Statistiques qui suit illustre l'activité de la Cour. Après les augmentations sans précédent des années 2010 et 2011, qui ont fait passer le nombre annuel de nouvelles affaires de 100 à 353, ce nombre perdure dans les sommets, malgré une légère baisse (de 371 en 2012 à 343, soit - 7.5%). Le nombre de dossiers en cours en fin d'année a été maintenu sous la centaine, tandis que le taux des liquidations en moins de 6 mois a quelque peu diminué, tout en restant favorable (75.8%). En revanche le nombre d'anciennes affaires pendantes (enregistrées avant 2013) a été abaissé de 12 à 3). Il est dès lors réjouissant de constater que l'assimilation des importants changements survenus dans la composition de la Cour (deux juges et une greffière-rapporteuse), se déroule bien.

La priorité reste donnée aux affaires de droit de la famille, en particulier pour ce qui concerne les enfants, hélas toujours au détriment des affaires volumineuses et complexes.

1.2.3. II^e Cour d'appel civil

La Cour traite les appels et recours en matière de bail - à loyer et à ferme -, droit du travail (~ 10 %), droit de la poursuite pour dettes et faillite (~ 50 %) et assistance judiciaire (~ 20 %) ainsi que des procédures complexes en tant qu'instance cantonale unique.

Les parties devant pouvoir compter dans ces domaines sur une décision rapide, la Cour fait en sorte de statuer avec célérité. Ainsi, en 2013, 73,5 % des affaires ont été liquidées en moins de trois mois et 88 % dans les six mois.

1.2.4. Chambre des poursuites et faillites

Un rapport séparé sur l'activité de la Chambre en sa qualité d'autorité de surveillance des offices des poursuites et faillites sera déposé auprès de l'Office fédéral de la justice et du Conseil d'Etat.

Le traitement des affaires de la Chambre n'appelle pas de remarques particulières.

1.2.5. Cour de modération

Le traitement des affaires de la Cour n'appelle pas de remarques particulières.

1.2.6. Cour de protection de l'enfant et de l'adulte

En 2013, consécutivement à l'entrée en vigueur du nouveau droit de la protection de l'adulte et de la suppression des chambres des tutelles d'arrondissement et de la Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance, la charge de travail de la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte, désormais unique autorité cantonale de recours, a explosé. 147 dossiers ont été inscrits à son rôle en 2013, contre 22 en 2012, ce qui représente une augmentation de 570 %. L'art. 450e al. 4 CC, interprété strictement par le Tribunal fédéral (ATF 139 III 257), oblige en outre la Cour réunie en collège à entendre les personnes contestant leur placement à des fins d'assistance. Faire venir ces personnes dans les locaux du Tribunal cantonal étant compliqué et la plupart du temps inopportun, la Cour, composée de trois juges et d'un greffier, s'est dès lors déplacée à huit reprises au Centre de soins hospitaliers du Réseau fribourgeois de santé mentale à Marsens, pour y entendre une dizaine de personnes.

La nature des décisions contestées (placement à des fins d'assistance, mesures de protection d'enfants ou d'adultes) impose la plupart du temps un traitement rapide et prioritaire. En l'état, la charge de travail de la Cour a pu être maîtrisée grâce à l'engagement constant de ses membres et des greffiers, et à l'aide de juges suppléants, notamment pour les auditions. Depuis le 1^{er} septembre 2013, la Cour est par ailleurs composée de quatre juges ordinaires pour trois auparavant. Malheureusement, cet investissement important s'effectue au détriment des autres Cours où siègent également ses membres.

1.2.7. Cour d'appel pénal

Le 1^{er} septembre 2013, à la suite de la démission de Françoise Bastons Bulletti, Présidente de la Cour, Dina Beti a rejoint la Cour d'appel pénal et Michel Favre en a repris la présidence.

L'augmentation massive du nombre de nouvelles d'affaires constatée en 2011 et en 2012 (82 % d'affaires supplémentaires par rapport à 2010), s'est confirmée en 2013 (90 nouvelles affaires en 2010, 164 en 2011, 164 en 2012, 171 en 2013). Dès lors, malgré l'augmentation importante du nombre d'arrêts rendus ces dernières années, les affaires pendantes au 31 décembre 2013 se maintiennent à un niveau élevé. L'augmentation de la charge de la Cour se situe non seulement au niveau du nombre d'affaires traitées, mais également au niveau de l'ampleur des procédures. Fréquemment, encouragés par le fait que le CPP n'impose pas de motiver par écrit un appel, les recourants ne se limitent pas à contester un point précis du jugement de première instance, mais au contraire le contestent dans son intégralité, tant en ce qui concerne l'établissement des faits qu'en ce qui concerne l'appréciation juridique. L'absence de toute exigence quant à la motivation des appels implique pour les juges et les greffiers, en particulier lorsqu'il s'agit de réexaminer l'ensemble des faits d'une procédure volumineuse, une augmentation importante du temps de préparation des séances ainsi qu'une augmentation sensible de la durée des séances et des délibérations.

Afin de pouvoir continuer à traiter dans des délais raisonnables et avec la qualité attendue les dossiers, la Cour doit impérativement pouvoir compter à l'avenir sur la collaboration des greffiers efficaces et compétents dont elle dispose aujourd'hui. En parallèle à la prise de mesures tendant à optimiser son fonctionnement, la Cour a également, dès le début de l'automne, siégé systématiquement dans une composition intégrant un juge cantonal suppléant, permettant ainsi de mieux répartir les charges de travail des juges cantonaux, également fortement sollicités par l'augmentation des dossiers qu'ils traitent dans d'autres cours du Tribunal cantonal. Relevons que la Cour a tenu durant l'année écoulée 42 séances publiques suivies de délibérations (2012 : 39 séances; 2011 : 28 séances).

1.2.8. Chambre pénale

Après avoir enregistré en 2012 13% d'affaires de plus par rapport à l'année précédente, cette augmentation s'élève à 23% en 2013. A noter que les demandes de révision, inscrites au rôle de la Cour d'appel pénal, sont également traitées par les 3 juges attribués à la Chambre pénale. En ce qui concerne les affaires traitées, l'on remarque en particulier l'admission de 3 recours du Ministère public contre des décisions du Tribunal des mesures de contrainte ordonnant la libération immédiate de personnes en détention avant jugement et plusieurs affaires émanant de la même personne qui ont leur origine dans une procédure matrimoniale hautement conflictuelle.

1.2.9. I^e Cour administrative

L'activité de la I^e Cour administrative pour l'année 2013 n'amène pas de remarques particulières.

1.2.10. II^e Cour administrative

Après les 150 affaires de 2012, les 170 affaires enregistrées en 2013 constituent le record de ces 10 dernières années. Compte tenu des autres charges dévolues aux juges affectés à la II^e Cour administrative, il est illusoire de croire que la liquidation des recours en matière de construction/marchés publics pourra suivre le rythme d'entrée des causes ; des retards sont prévisibles, avec les conséquences que cela implique pour la réalisation des ouvrages litigieux.

1.2.11. III^e Cour administrative

L'activité de la III^e Cour administrative pour l'année 2013 n'amène pas de remarques particulières s'agissant de la nature des affaires. Il y a lieu cependant de signaler une augmentation importante des nouvelles affaires. On compte 372 nouvelles affaires en 2013 pour 242 en 2012 et 210 en 2011. A noter qu'une centaine de recours a été déposée contre une décision du Service des ponts et chaussées.

1.2.12. Cour fiscale

Après avoir présidé la Commission cantonale de recours en matière d'impôt depuis 1985, Hugo Casanova a été Président de la Cour fiscale depuis la constitution de celle-ci le 1^{er} janvier 1992. A ce double titre, il a en particulier veillé durant presque trois décennies à la qualité et à la cohérence de la jurisprudence rendue en matière fiscale dans le canton de Fribourg. La Cour fiscale lui en est vivement reconnaissante.

S'agissant du nombre et de la nature des affaires traitées, l'activité de la Cour fiscale durant l'année 2013 n'amène pas de remarque particulière.

1.2.13. I^e et II^e Cours des assurances sociales

L'année 2013 a vu la création d'une deuxième Cour des assurances sociales. Les deux Cours fonctionnent désormais uniquement avec trois juges professionnels chacune, désignés parmi les juges de la section administrative. Ces derniers font ainsi partie de la composition ordinaire de ces deux Cours et siègent dans toutes les affaires de la compétence de la Cour à laquelle ils ont été intégrés. Des greffiers-rapporteurs, travaillant toutefois exclusivement en assurances sociales, leur ont en outre été confiés. La nouvelle organisation des anciennes cours spéciales constitue ainsi à double titre pour les juges une charge de travail supplémentaire. Enfin, Marianne Jungo et Josef Hayoz continuent à traiter toutes les affaires d'aide sociale qui étaient, avant le 1^{er} janvier 2011, de la compétence de la III^e Cour. Les dix branches des assurances sociales ont été réparties entre les deux Cours, exception faite de l'assurance-invalidité, le domaine qui demeure le plus important (34.5 %), qui se retrouve dans les deux Cours et permet d'équilibrer la charge entre elles. Depuis le 1^{er} janvier 2013, les litiges d'assurances complémentaires reviennent à la section administrative quand bien même ils sont soumis à la procédure civile.

Tous ces changements, sans parler de l'informatique et du déménagement du TC, n'ont toutefois pas découragé l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs qui ont persévéré dans leurs efforts pour liquider les affaires pendantes, également avec le concours de certains juges suppléants ayant accepté de rédiger des projets de jugement. Cela étant, dès lors que pas moins de trois postes de greffiers-rapporteurs, faisant l'objet de mesures extraordinaires, n'ont pas été renouvelés au 1^{er} janvier 2013, le nombre total des liquidations des deux Cours a considérablement diminué mais dans la mesure des forces de travail en moins (- 27,6 %). Il en résulte à nouveau une augmentation du stock des affaires pendantes, lesquelles passent de 460 à 500, malgré une diminution de 7 % des nouvelles entrées. Les deux Cours ont bénéficié de mesures pour diminuer le *retard* consenti mais, dès lors qu'elles sont toujours insuffisamment dotées en greffiers-rapporteurs pour faire face à leur charge de travail *courante*, elles accumulent à nouveau du retard aussitôt que les mesures extraordinaires prennent fin.

1.3. Personnel

1.3.1. Juges

Hugo Casanova a réduit son taux d'activité, de 100% à 50% dès le 1^{er} août 2013, avec l'accord du Conseil de la magistrature et du Tribunal cantonal.

Françoise Bastons Bulletti a donné sa démission pour le 31 août 2013, après avoir oeuvré durant vingt-deux ans au service de la justice, dont cinq ans au Tribunal cantonal.

Née en 1964 à Montpellier, en France, c'est toutefois en terres fribourgeoises qu'elle a accompli ses études juridiques, obtenant sa licence en droit de l'Université de Fribourg en 1986. Elle a ensuite effectué son stage d'avocat, couronné par l'obtention du brevet en 1990. Après une brève période d'activité dans le privé comme avocate puis comme greffière-adjointe au Tribunal cantonal, elle a été élue en 1991 en tant que présidente du Tribunal civil de la Sarine. C'est le 8 mai 2008 que le Grand Conseil l'élit au poste de juge cantonale, en remplacement du juge Pierre Kaeser. Fonctionnant depuis lors dans les Cours civiles et pénales, elle a présidé la Cour d'appel pénal depuis octobre 2012. Mais c'est le droit civil qui constitue son domaine de prédilection, en particulier la procédure civile et le droit de la famille. Depuis plusieurs années, elle dispense ainsi des conférences de procédure civile aux avocats-stagiaires fribourgeois, et a donné à l'Université de Fribourg divers cours en droit de la famille. En particulier sur les contributions d'entretien, domaine qu'elle a en partie commenté pour le Commentaire romand du code civil suisse.

Françoise Bastons Bulletti n'a pas quitté le domaine du droit, puisqu'elle se consacre désormais à l'édition en ligne d'un code de procédure civile annoté tenu à jour, en collaboration avec une maison fribourgeoise (www.zpo-cpc.ch). Le Tribunal cantonal lui souhaite beaucoup de satisfactions dans ses nouvelles activités.

Dans sa session de 14 mai 2013, le Grand Conseil a élu, pour remplacer Françoise Bastons Bulletti, Dina Beti, avocate, greffière auprès du Tribunal fédéral et pour compléter le 50 % laissé vacant par Hugo Casanova, Marc Sugnaux, avocat, Président du Tribunal de l'arrondissement de la Broye.

En remplacement de Dina Beti, le Grand Conseil a élu Olivier Bleicker en qualité de juge suppléant.

Hubert Bugnon préside la Commission d'école du Collège Ste-Croix et est membre suppléant de la Commission du barreau. Hugo Casanova est membre suppléant de la Commission du barreau et membre ordinaire de la Commission de recours de la Convention intercantonale sur les loteries et paris (saisie en général de un à deux cas par année). Il continue en outre à être chargé de cours auprès de l'Institut suisse pour l'enseignement du Droit fiscal dans le cadre de la formation "Master of Advanced Studies Taxation FH" (trois leçons annuellement). Johannes Frölicher a été nommé juge de la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale et est toujours membre du comité de direction du service éducatif itinérant (SEI) et du centre de thérapie et traitement spécialisés (CTTS) de la fondation « les Buissonnets ». Josef Hayoz est président du Conseil de la magistrature et président-suppléant de la Commission fédérale d'estimation, 6^{ème} arrondissement. Il est également membre de la Commission cantonale de nomenclature et du Conseil scientifique pour le projet de recherche "Grundlagen guten Justizmanagements in der Schweiz". Jérôme Delabays préside la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité, est membre de la Commission du barreau et membre suppléant de l'Autorité de surveillance du registre foncier. Roland Henninger est membre de la Commission d'examen des candidats au barreau. Marianne Jungo et Gabrielle Multone sont membres de la Commission

de recours du Gymnase intercantonal de la Broye (GYB). Gabrielle Multone est également membre de la Commission du barreau. Catherine Overney est membre de l'Autorité de surveillance du registre foncier et membre de la Commission du contentieux de la commune d'Ependes. Christian Pfammatter est membre suppléant de la Commission d'examen des candidats au barreau. Marc Sugnaux est membre suppléant de la Commission des examens du barreau et de la Commission de la médiation en matière civile, pénale et pénale pour les mineurs ; il préside des Commissions arbitrales constituées par les conventions collectives de travail INFRI-FOPIS et HorizonSud-FOPIS (institutions spécialisées) et est formateur en droit du travail et en droit commercial dans le cadre de brevets et diplômes fédéraux. Adrian Urwyler est Président de la direction de l'Académie suisse de la magistrature. Enfin, Anne-Sophie Peyraud est Présidente du Tribunal arbitral en matière d'assurance-maladie et accidents et Vice-présidente de la Commission fédérale d'estimation, 2ème arrondissement.

1.3.2. Greffe

Il est rappelé tout d'abord la fin de mesures extraordinaires à fin 2012 pour la Cour des assurances sociales. Les personnes suivantes ont dû quitter le Tribunal cantonal :

4 greffiers-rapporteurs:	Olivier Raemy	31.12.2012
	Rosario Sanchez	31.12.2012
	Jennifer Tapia	31.12.2012
	Evelyne Horisberger	31.12.2012
2 secrétaires:	Ariane Menoud	31.12.2012
	Gwendoline Remy	31.12.2012

Par ailleurs les remplacements suivants sont intervenus à la suite de départs et de mises au concours :

Départs/changements de taux

Yann Hoffmann (greffier)	31.12.2012
Manuela Hain (secrétaire)	31.01.2013
Doris Curty (secrétaire)	31.07.2013
Hugo Casanova (juge) diminution à 50%	31.07.2013
Françoise Bastons Bulletti (juge)	31.08.2013
Sonia Bulliard	30.09.2013
Christoph Rohrer (greffier)	31.12.2013
Léonie Spreng (greffière)	31.12.2013
Eloïse Dorsaz (greffière)	31.12.2013
Christine Frehner (huissière)	31.12.2013

Enfin, les personnes suivantes sont arrivées au TC :

Frédéric Oberson (secrétaire général)	01.01.2013
Gwendoline Remy (secrétaire)	01.01.2013
Vanessa Thalman (greffière)	01.02.2013
Nicole Kolly (secrétaire)	01.02.2013
Léonie Spreng (greffière)	18.02.2013
Christine Frehner (huissière)	01.06.2013
David Jodry (greffier)	01.07.2013
Dina Beti (juge)	01.09.2013
Marc Sugnaux (juge)	01.10.2013
Helen Brülhart (secrétaire)	01.10.2013
Eloïse Dorsaz (greffière)	01.10.2013

Taux de roulement du Tribunal cantonal en 2013

$$\frac{11 \text{ employés} \times 100}{53 \text{ employés (Total sans apprenties, stagiaires et jeunes demandeurs d'emploi)}} = 20.75\%$$

L'année 2013 a été marquée par de nombreux changements à l'interne. Les 11 arrivées représentent environ 20% de l'effectif des collaborateurs du Tribunal cantonal, sans compter plusieurs départs. Si certaines personnes ont donné leur congé en raison de nouvelles perspectives professionnelles (départ de Françoise Bastons ; élection de Christoph Rohrer en tant que juge fédéral), d'autres ont invoqué le stress et les nombreux changements intervenus ou à venir à l'interne. Pour l'ensemble du personnel, au-delà de la charge de travail et de l'augmentation de tâches juridictionnelles – y compris à la suite de transferts de compétences –, la réunion physique de deux entités en une seule organisation a été, et demeure, un facteur de stress. Les méthodes de travail entre sections varient et il est difficile de disposer d'une organisation pouvant gérer immédiatement et précisément la répartition et la planification de toutes les tâches à prévoir. Certaines personnes se sont vues confiées des missions inhabituelles en lien avec le déménagement et ont dû faire preuve de polyvalence et d'initiatives. Cette situation a imposé un rythme de travail inhabituel. Ce stress est d'autant plus marqué quand on sait que le Tribunal cantonal est d'ores et déjà sous-doté en personnel et que certains employés ne bénéficient que de contrats d'engagement de durée déterminée. Cette situation provoque également une charge pour les personnes en place qui doivent constamment former de nouveaux collègues.

Pour 2013, sans compter les engagements de durée déterminée ou sans garantie de poste, l'effectif du greffe du Tribunal cantonal se présente comme suit (positions budgétaires) :

Postes d'équivalents pleins temps (EPT)

Greffiers-chefs	2.00
Greffiers adjoints	7.50
Greffiers-rapporteurs	8.00
Cheffe de bureau	2.00
Secrétaires	6.00
Bibliothécaire	0.10
Total	25.60

Ces 25.60 EPT sont répartis, pour les postes de greffiers (greffiers-chefs ; adjoints et rapporteurs), entre 19 personnes et, pour le secrétariat (chefs de bureaux, secrétaires), entre 13 personnes. A cela s'ajoute le poste de greffière adjointe engagée pour seconder le Juge Johannes Frölicher.

L'octroi de personnel dit « auxiliaire » s'est fait sur la base de crédits forfaitaires. Ainsi, l'engagement du secrétaire général (exigence légale) s'est fait sur la base d'un contrat de durée indéterminée, sans garantie de poste, et celui de l'huissière (exigence légale) sur la base d'un contrat de durée déterminée. Il en va de même pour des collaboratrices du secrétariat qui sont engagées – totalement ou partiellement – sur la base de contrats de durée déterminée, valables une année, éventuellement renouvelables à la suite de l'adoption du budget par le Grand Conseil. Le Tribunal cantonal a en outre engagé deux jeunes demandereses d'emploi pour une durée déterminée.

La forte charge de travail n'a pas empêché le Tribunal cantonal de poursuivre ses tâches de formation. Ainsi, dans le cadre de leur formation d'avocat/e, Lorenz Cloux, Leila Kaufmann, Nadège Morandi, Camille Zahno, Isabelle Schuwey, Séverine Grüber Gacond, Jennifer Tapia, Pauline Volery, Philippe Tena, Marianne Sterren, Alain Monnerat Olivia Lei, Bénédicte Laville, Denise Martig, et Aurore Verdon ont accompli un stage de greffier/ère. Le Tribunal cantonal forme également 3 apprenties employées de commerce.

Enfin, la réunion physique des sections du Tribunal cantonal a abouti à des mesures de réorganisation comme déjà relevé (1.1.1.1). La suppléance du secrétaire général a été répartie entre Henri Angéloz et Muriel Zingg, qui sont également greffiers de section (civile et administrative). Cédric Steffen a été désigné greffier de section de la section pénale. S'agissant du secrétariat – qui compte toujours 8 EPT – Françoise Rosales a été nommée cheffe de bureau et Magui Guisolan collaboratrice administrative à 50%.

1.3.3. Equipe informatique

Outre le personnel rattaché physiquement au SITel, une secrétaire du Tribunal cantonal, Martine Arm, a continué à collaborer à la codification des modèles nécessaires aux différents organes du Pouvoir judiciaire.

1.3.4. Secrétariat

L'état du personnel ainsi que les changements et mesures de réorganisation ont été présentés ci-dessus (1.1.3.2). Il convient d'ajouter que le Tribunal cantonal a longuement réfléchi à des solutions à l'interne pour faire face à la charge de travail du secrétariat. Il a constaté toutefois dans le cadre des demandes budgétaires pour 2014 qu'il était indispensable de renforcer son personnel administratif (« pool » de secrétaires). A défaut, certaines tâches sont reportées sur les juristes, ce qui n'est ni souhaitable ni soutenable d'un point de vue économique. D'une part, les transferts de compétences – s'ils sont techniquement gérables du point de vue juridique – ont entraîné de nouvelles tâches pour les secrétaires (augmentation de la charge quelle que soit la simplicité/complexité juridique). D'autre part, les activités administratives augmentent sans cesse compte tenu des nouvelles exigences légales (p. ex. publication des arrêts sur internet dès le 1^{er} janvier 2014).

1.4. Autres activités

Le 26 avril 2013, Anne-Sophie Peyraud et Johannes Frölicher ont participé à la Conférence annuelle des tribunaux cantonaux des assurances sociales, cette année à Lausanne.

Le 19 août 2013, les juges ont reçu les avocats fribourgeois dans leur nouveau bâtiment aux Augustins.

Le 24 août 2013, le Tribunal cantonal a organisé une journée portes-ouvertes des Augustins à l'intention de la population fribourgeoise.

Les 12 et 13 septembre 2013, Christian Pfammatter, Hugo Casanova, Josef Hayoz, Anne-Sophie Peyraud et Johannes Frölicher ont participé aux Journées des juges administratifs suisses à Bâle.

Le 20 septembre, la Conférence des présidents des tribunaux a été invitée pour une présentation du bâtiment des Augustins.

Le 7 octobre 2013, un groupe d'étudiants en droit de l'Université de Fribourg a assisté à une séance de la Cour d'appel pénal et a préalablement été reçu par le Président de la section pénale, qui a fait une brève présentation.

Le 11 octobre 2013, le Président du Tribunal cantonal a participé à la Conférence des Tribunaux supérieurs cantonaux, à Zoug.

Le 8 novembre 2013, Dina Beti a participé à la Journée des Juges à Lucerne.

Le 29 novembre 2013 a eu lieu l'inauguration officielle du bâtiment des Augustins, en présence des représentants de différentes autorités.

Formations suivies par les juges

Les différentes formations suivies par les juges au cours de l'année 2013 figurent dans les formulaires envoyés séparément au Conseil de la Magistrature.

Activités scientifiques des juges/greffiers

Hubert Bugnon a dispensé un cours auprès de l'Académie suisse de la magistrature (Université de Neuchâtel) en matière d'audition des enfants en procédure du droit de la famille.

Hugo Casanova a continué de rapporter les développements jurisprudentiels fédéraux sur les contributions cantonales pour les "Archives de droit fiscal suisse". Son analyse a paru au volume 81, p. 341 (décisions 2011), et au volume 82, p. 113 (décisions 2012). Dans le cadre d'un séminaire, organisé par l'Institut de Droit Fiscal Suisse et International (ISIS), qui avait pour thème les "Procédures en droit fiscal", il a donné une conférence sous le titre "La procédure de recours devant les instances cantonales". Enfin, il a publié un article contenant divers points de vue personnels sous le titre „(Steuer-)Richter in oder Richter – Ein

Traumberuf?“ (in: P. Mäusli-Allenspach/M. Beusch, Steuern und Recht – Steuerrecht!, Liber Amicorum für Martin Zweifel).

Hugo Casanova et Hubert Bugnon sont membres du Comité de rédaction de la RFJ.

Michel Favre est chargé de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale. Il a également donné une conférence sur le thème de l'appel pénal dans le cadre de la journée de formation annuelle de l'Ordre des avocats fribourgeois le 13 décembre 2013.

Josef Hayoz a donné une conférence bilingue aux étudiant-e-s de première année de la faculté de droit, qui s'est déroulée le 18 octobre 2013 à l'Université de Fribourg.

Adrian Urwyler a participé le 1er décembre 2013 à la journée du droit pénal que la Faculté de droit de l'Université de Fribourg a organisée dans le cadre d'un séminaire intensif.

Christian Pfammatter a donné des cours aux avocats-stagiaires portant sur la procédure administrative, l'aménagement du territoire et le permis de construire. Il a également dirigé, conjointement, un séminaire pour les avocats-stagiaires relatif au droit administratif.

Bericht über die Tätigkeit des Kantonsgerichts für das Jahr 2013

1. Allgemeiner Teil

1.1. Allgemeine Bemerkungen

Im Jahre 2013 hat das Kantonsgericht 2789 Urteile gefällt. Gegen 213 dieser Urteile wurde eine Beschwerde beim Bundesgericht eingereicht; in 27 Fällen, also in weniger als einem Prozent der Entscheide des Kantonsgerichts, wurde sie gutgeheissen. Auf administrativer Ebene hat das Kantonsgericht sein neues Reglement über die Organisation und die Arbeitsweise des Kantonsgerichts umgesetzt. Das System der Beisitzer wurde aufgehoben und dem Kindes- und Erwachsenenschutzhof wurden neue Kompetenzen zugeteilt. Ausserdem wurde ein zweiter Sozialversicherungsgerichtshof geschaffen. Auf organisatorischer Ebene hat im Januar der Generalsekretär sein Amt angetreten; des Weiteren sind die Richtlinien über die Stellung und die Laufbahn der Gerichtsschreiber angenommen und das Sekretariat mit dem Zusammenschluss der 3 Abteilungen neu organisiert worden. Das Kantonsgericht hat seine Tätigkeit im Augustinergebäude am 2. September 2013 offiziell aufgenommen. Eines der markantesten Ereignisse im Jahr 2013 war die offizielle Einweihung des Gebäudes am 29. November.

1.1.1. Verwaltung der Justiz

Das Gesamtgericht ist zu 9 und die Verwaltungskommission zu 21 Sitzungen zusammengetreten. Zudem sind mehrere Entscheide auf dem Zirkulationsweg gefällt worden. Das Gesamtgericht und die Verwaltungskommission haben sich um allgemeine Verwaltungsaufgaben namentlich in Bezug auf das Personal und das Budget gekümmert, mit Fragen betreffend die Reorganisation des Gerichts und den Umzug ins Augustinergebäude befasst und an 28 Vernehmlassungen beteiligt. Ausserdem haben Delegationen des Kantonsgerichts insbesondere an der Pressekonferenz über die Vorstellung des Jahresberichts des Kantonsgerichts, an einem Zusammentreffen mit dem Freiburger Anwaltsverband und an der dritten vom Bundesgericht organisierten Justizkonferenz auf nationaler Ebene teilgenommen. Schliesslich haben die Kantonsrichter auf Delegation des Justizrates die traditionellen jährlichen Inspektionen durchgeführt.

Neue Organisation

Das Reglement für das Kantonsgerichts vom 22. November 2012 betreffend seine Organisation und seine Arbeitsweise (RKG; SGF 131.11) ist am 1. Januar 2013 in Kraft getreten. Dieses beinhaltet verschiedene Reorganisationsmassnahmen.

Auf gerichtlicher Ebene:

- Das System der Beisitzer im Steuergerichtshof und im Sozialversicherungsgerichtshof wurde aufgehoben. Diese Höfe tagen nunmehr ebenfalls mit drei Berufsrichtern, was eine bedeutende Reorganisation innerhalb der Verwaltungsrechtlichen Abteilung des Kantonsgerichts zur Folge hatte; namentlich musste ein **zweiter Sozialversicherungsgerichtshof geschaffen** werden; auch bedeutet dies eine zusätzliche Arbeitslast für alle Richter dieser Abteilung. Ausserdem kamen dem Sozialversicherungsgericht keine ausserordentlichen Massnahmen mehr zuteil, was anfangs Jahr den Verlust von 3 Gerichtsschreiber-Berichterstatter-Stellen und 2 Posten im Sekretariat bedeutete. Wenn auch zu bemerken ist, dass dank dieser befristeten Massnahmen ein guter Teil des *Rückstandes* in den Angelegenheiten dieses Hofes behoben wurde, so ist gleichwohl zu bemerken, dass die gegenwärtigen Höfe nicht über genügend Gerichtsschreiber-Berichterstatter verfügen, um die *ordentliche* Arbeitslast bewältigen zu können. Es steht bereits jetzt fest, dass selbst unter dieser neuen Organisation die Erledigungskapazität der beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe in Anbetracht des durchschnittlichen Arbeitsvolumens nicht ausreichend ist. Im Übrigen waren Ende 2013 noch Angelegenheiten aus dem Jahr 2011 hängig.

-
- Das neue Erwachsenenschutzrecht ist 2013 in Kraft getreten. Das Kantonsgericht ist demzufolge **die einzige kantonale Beschwerdebehörde** gegen Entscheide der Schutzbehörden geworden, nachdem die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte ebenso wie die Aufsichtskommission im Bereich der fürsorglichen Freiheitsentziehung aufgehoben wurden. Ausserdem wurden die am 31. Dezember 2012 bei den Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte noch hängigen Dossiers von Amtes wegen dem Kantonsgericht übertragen. Zudem musste sich der Hof im Rahmen von Beschwerden gegen fürsorgliche Unterbringungen für die Anhörung von eingewiesenen Personen an Ort und Stelle begeben. Diese neue Organisation hatte eine bedeutende Zunahme der Arbeitslast des Hofes zur Folge, wobei zu betonen ist, dass die Natur der ihm unterbreiteten Fälle sehr oft eine rasche Behandlung erfordert.

Der Verlust der Beisitzer und die Übertragung von Kompetenzen – in Verbindung mit der Zunahme des Arbeitsvolumens – haben zu einer erhöhten Arbeitslast geführt. Verstärkt wird diese noch durch den regen Turnus des Personals (20 % der Mitarbeitenden im Jahr 2013; für weitere Einzelheiten und Erklärungen wird auf Ziffer 1.1.3 verwiesen).

Die Gerichtsschreiberei betreffend:

- Der neue **Generalsekretär des Kantonsgerichts**, Frédéric Oberson, hat sein Amt im Januar 2013 übernommen. Es wurde entschieden, zu seiner Unterstützung die bisherige Kommission Zentrale Dienste – bestehend aus der Chef-Gerichtsschreiberin und dem Chef-Gerichtsschreiber sowie dem Generalsekretär – aufrechtzuerhalten, welche die verschiedenen administrativen Aufgaben (Budget, Finanzplanung, Personal, Organisation der Prozessschritte und Entwicklung des Projekts) weitergeführt hat. Die beiden Chef-Gerichtsschreiber – deren Funktion am Ende des Jahres weggefallen ist -, Henri Angéloz und Muriel Zingg, wurden zu Stellvertretern des Generalsekretärs ernannt. Diese Organisation führte zu einer Verbesserung der einheitlichen Verwaltung der drei Abteilungen des Kantonsgerichts.
- Es wurde eine neue **Richtlinie über die Stellung und die Laufbahn der Gerichtsschreiber** beschlossen. Diese erlaubt es, die Berufserfahrung der Gerichtsschreiber in den verschiedenen Abteilungen des Kantonsgerichts nach einem vorgegebenen Laufbahnplan zu berücksichtigen. Diejenigen mit der geringeren Berufserfahrung besetzen den Posten eines Gerichtsschreibers, jene mit mehr Erfahrung den eines Gerichtsschreiber-Berichterstatters. Diese Richtlinie hat auch die Rolle der Abteilungs-Gerichtsschreiber festgelegt, welche namentlich Verwaltungsaufgaben für die Abteilungen des Kantonsgerichts ausführen.
- Ebenfalls wurde eine **neue Organisation des Sekretariats** beschlossen und umgesetzt. Françoise Rosales wurde als Bürochefin ernannt und Magui Guisolan als Verwaltungsmitarbeiterin und Stellvertreterin der Bürochefin. Das Sekretariat setzt sich zusammen aus Abteilungs-Sekretärinnen sowie aus einem Sekretariatspool. Ziel ist es, in Zukunft über Verwaltungspersonal verfügen zu können, das für alle verschiedenen Abteilungen arbeiten kann.
- Die **Informatikwerkzeuge** sind in **allen drei Abteilungen vereinheitlicht** worden. Es mussten viele Arbeiten ausgeführt werden, da diese Werkzeuge nicht auf dieselbe Art und Weise verwendet wurden. Es wurde somit eine gemeinsame Struktur geschaffen, die ab 2014 betriebsbereit sein wird. Das Kantonsgericht hat mit der Umstellung von Tribuna 2000 auf Tribuna V3 sein Dossierverwaltungsprogramm modernisiert, was die Migration all seiner Daten erforderlich machte. Ausserdem wurde eine neue Version des Betriebssystems Microsoft Windows installiert. Um all diese Änderungen bewältigen zu können, mussten sämtliche Mitarbeitenden eine Weiterbildung absolvieren. Um schliesslich die neuen gesetzlichen Anforderungen zu erfüllen, die **die Veröffentlichung aller materiellen Entscheide des Kantonsgerichts** ab dem 1. Januar 2014 vorschreiben, sind in Zusammenarbeit mit dem Amt für Informatik und Telekommunikation (ITA) Arbeiten durchgeführt worden. Diese Behörde konnte jedoch aufgrund technischer Probleme die zugesagten Fristen nicht einhalten.

Neuer Sitz des Kantonsgerichts im Augustinergebäude

Schliesslich war das Jahr 2013 geprägt durch den Umzug des Kantonsgerichts:

- Die letzten Umbauarbeiten im Augustinergebäude, welche von der Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion geleitet wurden, erforderten verschiedene Sitzungen der Baukommission und der

Baustellenunterkommission, in denen das Kantonsgericht vertreten war. Die Abnahme des Gebäudes fand am 23. August 2013 statt.

- Das Kantonsgericht organisierte am 24. August 2013 im **Augustinergebäude** einen **Tag der offenen Tür** für die Freiburger Bevölkerung. An den geführten Besichtigungen nahmen an die 500 Personen teil; hinzu kamen zahlreiche Besucher, die das Gebäude im Alleingang besichtigt haben.
- **Der Umzug von 60 Mitarbeitenden der drei Abteilungen** – von den Standorten Freiburg und Givisiez aus – Ende Sommer 2013 verursachte einen grossen Organisations- und Koordinationsaufwand. Die beiden Bibliotheken wurden zusammengeführt und zentralisiert. Trotz der Fülle dieser Aufgabe hat das Kantonsgericht während der Zeit des Umzugs seine Tätigkeit nicht unterbrochen. Es mussten somit die «laufenden Geschäfte» weitergeführt werden. Im Informatikbereich ergaben sich für die Benutzer nach der Aufstellung neuer Apparate Probleme mit dem Drucken. Die meisten mit dem Umzug zusammenhängenden Probleme konnten innerhalb von 2 bis 3 Wochen gelöst werden, wobei gleichwohl hervorzuheben ist, dass das Kantonsgericht die Verlegung aller Informatikwerkzeuge mit der Unterstützung eines einzigen Informatikers des ITA bewältigen musste.
- Am 2. September 2013 hat das Kantonsgericht offiziell seine Tätigkeit im Augustinergebäude aufgenommen. Seither musste es mit zahlreichen Schwierigkeiten in seinem neuen Gebäude kämpfen – insbesondere hinsichtlich **der Arbeitsbedingungen und der Funktionalität**. Es sind viele Anfragen in Bezug auf Arbeiten und zusätzliche Bedürfnisse beim Hochbauamt eingereicht worden. Die Verwaltungskommission hat am 25. November 2013 einen Bericht verfasst, der die angetroffenen Probleme im Augustinergebäude auflistet, damit sie geregelt werden können.
- Die **offizielle Einweihung des Augustinergebäudes** fand am 29. November 2013 in Anwesenheit der Vertreter von verschiedenen Behörden statt. Adrian Urwyler, Präsident des Kantonsgerichts, Gilbert Kolly, Präsident des Bundesgerichts, und Anne-Claude Demierre, Präsidentin des Staatsrats, hielten anlässlich des offiziellen Teils eine Ansprache; danach erfolgte eine Führung durch die Gebäulichkeiten.

1.1.2. Arbeitsvolumen

Die Arbeitslast des Kantonsgerichts ist 2013 sehr hoch geblieben. Auch wenn in der Zivilrechtlichen Abteilung die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten rückläufig war (- 43 Dossiers [- 3.6 %]), hatten die Strafrechtliche Abteilung (mit + 59 Dossiers [+ 14.75 %]) und die Verwaltungsrechtliche Abteilung (mit + 74 Dossiers [+ 6 %]) eine Zunahme zu verzeichnen, wobei daran zu erinnern ist, dass die Zivilrechtliche Abteilung sich 2011 einer wahrhaften Explosion von Beschwerden (+ 52 %) gegenübergestellt sah.

Ganz allgemein lässt sich sagen, dass die Anzahl der neuen Angelegenheiten in den letzten Jahren konstant angestiegen ist (2013: 2'933; 2012: 2'812; 2011: 2'650).

Für weitere Einzelheiten und Erklärungen wird auf die Ziffern 1.2.1.1, 1.2.1.2 und 1.2.2 bis 1.2.13 weiter unten verwiesen.

1.2. Gerichtstätigkeit

1.2.1. Allgemeines

a) Allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht und die drei Abteilungen

KANTONSGERICHT			
Allgemeine Statistik	2013	2012	2011
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	1207*	1343*	1364
b) eingetragene Angelegenheiten	2933	2812	2650
c) erledigte Angelegenheiten	2817	2968	2670
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	1323	1209	1344*

*Die Differenz der Anzahl hängiger Fälle zwischen dem 31.12 und dem 01.01 erklärt sich dadurch, dass Dossiers nach dem Ausdruck der Statistik als erledigt abgeschlossen wurden

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Das Kantonsgericht hat 2295 Urteile in französischer und 494 in deutscher Sprache gefällt, die 28 Vernehmlassungen im Gesetzgebungsbereich nicht mitgezählt, bei denen das Gesamtgericht eine Stellungnahme abgegeben hat.

ZIVILRECHTLICHE ABTEILUNG			
Allgemeine Statistik	2013	2012	2011
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	200*	229	129*
b) eingetragene Angelegenheiten	1143	1186	1176
c) erledigte Angelegenheiten	1127	1214	1076
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	216	201*	229

*Die Differenz der Anzahl hängiger Fälle zwischen dem 31.12.12 und dem 01.01.13 erklärt sich dadurch, dass 1 Dossier nach dem Ausdruck der Statistik als erledigt abgeschlossen wurde.

Die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten in der **Zivilrechtlichen Abteilung** war 2013 leicht rückläufig, wobei daran zu erinnern ist, dass sie 2011 stark angestiegen war (+52 % Beschwerden).

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Zivilrechtliche Abteilung hat 976 Urteile in französischer und 151 in deutscher Sprache gefällt.

STRAFRECHTLICHE ABTEILUNG

Allgemeine Statistik	2013	2012	2011
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	145	129*	108
b) eingetragene Angelegenheiten	459	400	376
c) erledigte Angelegenheiten	449	384	354
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	155	145	130*

Während die Zahl der beim Strafappellationshof eingetragenen Fälle stabil ist (+ 4.3 %), musste die Strafkammer eine Zunahme von 23 % der bei ihr im Rodel eingetragenen Angelegenheiten verzeichnen, was für die **Strafrechtliche Abteilung** gegenüber 2012 eine globale Zunahme von 14.75 % der Angelegenheiten ergibt. (Näheres hierzu unter Bemerkungen ad 1.2.7 und 1.2.8 weiter unten).

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Strafrechtliche Abteilung hat 363 Urteile in französischer und 86 in deutscher Sprache gefällt.

VERWALTUNGSRECHTLICHE ABTEILUNG

Allgemeine Statistik	2013	2012	2011
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	862	984	1127
b) eingetragene Angelegenheiten	1300	1226	1088
c) erledigte Angelegenheiten	1213	1348	1231
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	949	862	984

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Verwaltungsrechtliche Abteilung hat 956 Urteile in französischer und 257 in deutscher Sprache gefällt.

Die Zahl der 2013 bei der **Verwaltungsrechtlichen Abteilung** eingetragenen **neuen Angelegenheiten** ist um 74 Dossiers (+ 6 %) gestiegen. Der III. Hof verzeichnet eine grosse Zunahme (+ 130 Dossiers oder + 53,7 %). Zu bemerken ist, dass an die hundert Beschwerden gegen einen Entscheid des Tiefbauamts eingereicht wurden. Auch beim II. Hof ist die Zahl der Fälle angestiegen (+ 20 Dossiers oder + 13,3 %). Hingegen ergab sich beim I. Hof ein Rückgang der Angelegenheiten (- 19 Dossiers oder - 11,95 %), ebenso beim Steuergerichtshof (- 22 Dossiers oder - 12 %). Die Sozialversicherungsfälle sind auf den I. und den (neuen) II. Sozialversicherungsgerichtshof verteilt worden. Die Zahl der 2013 bei diesen zwei Höfen eingetragenen Angelegenheiten war gegenüber 2012 rückläufig (- 35 Dossiers oder - 7,1 %)

Hinsichtlich der Verteilung der Fälle verzeichnen die beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe 917 Dossiers, (I. Hof: hängige Dossiers per 1. Januar 2013 [276] und neu eingetragene Angelegenheiten [268] zusammen; II. Hof: hängige Dossiers per 1. Januar 2013 gemäss neuer Verteilung zwischen den beiden Höfen [184] und neu eingetragene Angelegenheiten [189] zusammen). Dies macht 42,4 % der 2013 bei der Abteilung hängigen Fälle aus. Der Steuergerichtshof zählt insgesamt 13,5 % der Eintragungen (131 hängige Dossiers und 161 neue Angelegenheiten), der III. Verwaltungsgerichtshof 21,3 % (89 hängige Dossiers und 372 neue Angelegenheiten) und der I. Verwaltungsgerichtshof 10,7 % (91 hängige Dossiers und 140 neue Angelegenheiten). Die restlichen 12,1 % sind dem II. Verwaltungsgerichtshof zugeteilt (91 hängige Dossiers und 170 neue Angelegenheiten).

Hervorzuheben ist, dass die Zahl der gesamten in dieser Abteilung erledigten Angelegenheiten gegenüber dem Vorjahr rückläufig ist (- 135 Dossiers), dies namentlich aufgrund der Aufhebung der ausserordentlichen Hilfsmassnahmen für den Sozialversicherungsgerichtshof. Die Zahl der erledigten Angelegenheiten war niedriger als die der neu eingetragenen Fälle, was zu einer Zunahme von 87 Dossiers für die hängigen Angelegenheiten per 31. Dezember 2013 gegenüber jenen des Vorjahrs per 31. Dezember 2012 geführt hat.

Weitere Einzelheiten über die Tätigkeit der verschiedenen Höfe der Abteilung ergeben sich aus dem statistischen Teil dieses Berichts.

b) Dauer des Verfahren

Die nachfolgende Tabelle gibt Auskunft über die Dauer der Verfahren in den wichtigsten Höfen bzw. Kammern.

	1 bis 30 Tage	1 bis 3 Monate	3 bis 6 Monate	6 bis 12 Monate	1 bis 2 Jahre	Mehr als 2 Jahre
I. Zivilappellationshof	120	74	66	65	9	5
II. Zivilappellationshof	74	148	44	15	20	1
Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	118	31	2	1	0	0
Strafappellationshof	44	21	15	44	38	4
Strafkammer	122	88	27	28	4	0
I. Verwaltungsgerichtshof	25	46	19	24	24	9
II. Verwaltungsgerichtshof	24	25	24	44	34	5
III. Verwaltungsgerichtshof	52	202	38	31	13	9
Steuergerichtshof	16	29	9	21	66	7
I. Sozialversicherungsgerichtshof	29	44	27	33	115	24
II. Sozialversicherungsgerichtshof	25	38	14	11	36	21

In den Zivilsachen hängt die Verfahrensdauer einer Angelegenheit davon ab, ob diese dem ordentlichen, summarischen oder kostenlosen Verfahren unterliegt. Was den I. Zivilappellationshof betrifft ist anzumerken, dass die Akten erst an den Bericht erstattenden Richter weitergeleitet werden, wenn die Beschwerde führende Partei den geforderten Kostenvorschuss geleistet hat (Frist von 30 Tagen, die jeweils um die gleiche Dauer verlängert werden kann). Angelegenheiten, in denen die Parteien aufgrund ihrer Mittellosigkeit im Genuss der unentgeltlichen Rechtspflege stehen, können rascher behandelt werden, weil in diesen Fällen keine Kostenvorschüsse einzufordern sind. Nicht berücksichtigt werden konnte in der vorliegenden Berechnung der durchschnittlichen Verfahrensdauer die Tatsache, dass verschiedene Angelegenheiten nicht rascher erledigt werden konnten, weil ein Sistierungsgrund vorlag (z. B. als Folge des Konkurses einer Partei in Anwendung von Art. 207 SchKG oder weil eine Verfügung über ein IV-Gesuch abzuwarten war). Die Zahl von 45 Angelegenheiten mit einer Verfahrensdauer von mehr als zwei Jahren bei den Sozialversicherungsgerichtshöfen erklärt sich mit der Arbeitsüberlastung dieser Höfe. Es ist jedoch darauf hinzuweisen, dass diese Zahl gegenüber 2012 (157 Fälle) und 2011 (257 Fälle) stark gesunken ist. Ausserdem darf das Beschleunigungsgebot, auch wenn es ein wichtiges Ziel darstellt, nicht dazu führen, dass die rechtlichen Vertiefungen, von denen sich die Gerichte leiten lassen sollten, in den Hintergrund gedrängt werden.

Schliesslich ist auch wichtig zu betonen, dass, auch wenn der Grosse Rat für die Zuteilung genügender Mittel verantwortlich ist und das Gerichtswesen das Beste aus den ihm gewährten Mitteln macht, es für das Kantonsgericht doch schwer verständlich ist, dass trotz klar ausgewiesener Bedürfnisse und neuer Aufgaben seine wiederholten Budgetbegehren nicht gehört werden. Das Kantonsgericht wird seine Anträge daher auch dieses Jahr wieder stellen.

c) Unmittelbare und delegierte Aufsicht

Delegierte jährliche Inspektionen

Im Auftrag des Justizrates (Art. 127 Abs. 2 KV) hat das Kantonsgericht das Bezirksgericht des Saanebezirks, einen Teil der Staatsanwaltschaft (6 Staatsanwälte), das Zwangsmassnahmengericht, das Jugendstrafgericht, die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch, die Enteignungskommissionen, die Rekurskommission der Universität sowie die Schlichtungskommissionen für Missbräuche im Mietwesen des Saane-, des Sense- und des Seebezirks inspiziert. Es hat ebenfalls das Konkursamt und die sieben Betreibungsämter inspiziert. Mangels laufender Angelegenheiten wurden die Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben, die Rekurskommission für neue Parzellarvermessung und jene für Bodenverbesserungen keiner Inspektion unterzogen.

Unmittelbare Aufsicht in Vormundschaftssachen

Bis Ende 2012 inspizierte die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte und die Aufsichtskommission im Bereich der fürsorglichen Freiheitsentziehung, über die sie die Oberaufsicht ausgeübt hat.

Das neue Erwachsenenschutzrecht ist 2013 in Kraft getreten. Nach Artikel 7 des Gesetzes vom 15. Juni 2012 über den Kindes- und Erwachsenenschutz (KESG; SGF 212.5.1; in Kraft getreten am 01.01.13) übt nunmehr der Justizrat gemäss dem Justizgesetz die Aufsicht über die Schutzbehörde aus. Die Aufsichtsregelung ist somit dieselbe wie für die anderen gerichtlichen Behörden.

1.2.2. I. Zivilappellationshof

Der nachfolgende statistische Teil gibt über die Tätigkeit des Hofes Auskunft. Nach den bislang nie gekannten Zunahmen der Jahre 2010 und 2011, wo die jährliche Zahl der neuen Angelegenheiten von 100 auf 353 gestiegen war, hat die Anzahl sich auf diesem Spitzenwert gehalten, wenn auch mit einem leichten Rückgang (von 371 im Jahr 2012 auf 343 oder - 7.5%). Die Zahl der per Ende Jahr hängigen Dossiers konnte auf unter 100 gehalten werden, wohingegen der Prozentsatz für die Erledigung der Fälle innert weniger als 6 Monaten etwas zurückgegangen, aber gleichwohl noch zufriedenstellend ist (75.8%). Hingegen konnte die Zahl der älteren (vor 2013 eingetragenen) hängigen Angelegenheiten von 12 auf 3 gesenkt werden. Es ist somit erfreulich festzustellen, dass die wichtigen Änderungen in der Zusammensetzung des Hofes (zwei Richter und eine Gerichtsschreiber-Berichterstatterin) sich gut auswirken.

Priorität haben weiterhin die familienrechtlichen Angelegenheiten, vor allem wenn Kinder betroffen sind, dies leider immer noch auf Kosten der umfangreichen und komplexen Angelegenheiten.

1.2.3. II. Zivilappellationshof

Der II. Zivilappellationshof behandelt die Berufungen und Beschwerden im Bereich des Miet-, Pacht- und Arbeitsrechts (~ 10%), des Schuldbetreibungs- und Konkursrechts (~ 50%) und der unentgeltlichen Rechtspflege (~ 20%) sowie komplexe Verfahren als einzige kantonale Instanz.

Da die Parteien in diesen Rechtsgebieten auf einen raschen Entscheid angewiesen sind, sorgt der Hof für eine schnelle Erledigung der Angelegenheiten. So wurden 2013 73,5 % der Fälle binnen drei Monaten entschieden, 88 % innerhalb von sechs Monaten.

1.2.4. Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Über die Tätigkeit der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer als Aufsichtsbehörde über die Betreibungsämter und das Kantonale Konkursamt ergeht ein separater Bericht an das Bundesamt für Justiz und den Staatsrat.

Die Geschäftsführung der Kammer gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.2.5. Moderationshof

Die Geschäftsführung des Hofes gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.2.6. Kindes- und Erwachsenenschutzhof

2013 ist im Anschluss an das Inkrafttreten des neuen Rechts über den Kindes- und Erwachsenenschutz und die Aufhebung der Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte und der Aufsichtskommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheitsentziehung die Arbeitslast des Kindes- und Erwachsenenschutzhofes als nunmehr einzige kantonale Beschwerdebehörde regelrecht explodiert. 2013 wurden 147 Dossiers im Rodel eingetragen, gegenüber 22 im Jahr 2012, was eine Zunahme von 570 % ausmacht. Artikel 450e Abs. 4 ZGB, der vom Bundesgericht eng ausgelegt wird (BGE 139 III 257), verpflichtet unter anderem den Hof, die Personen, die ihre fürsorgerische Unterbringung anfechten, im Kollegium vereinigt anzuhören. Da es kompliziert und meistens unzweckmässig ist, diese Personen in die Räumlichkeiten des Kantonsgerichts vorzuladen, hat sich der aus drei Richtern und einem Gerichtsschreiber zusammengesetzte Hof achtmal ins Stationäre Behandlungszentrum des Freiburger Netzwerks für psychische Gesundheit in Marsens begeben, wo er an die zehn Personen angehört hat.

Die Art der angefochtenen Entscheide (fürsorgerische Unterbringung, Kindes- oder Erwachsenenschutz) verlangt meist eine rasche und vorrangige Behandlung der Angelegenheiten. Derzeit konnte die Arbeitslast des Hofes dank dem ständigen Einsatz seiner Mitglieder und Gerichtsschreiber und mit Hilfe der Ersatzrichter, die namentlich für die Anhörungen beigezogen wurden, bewältigt werden. Ausserdem setzt sich der Hof seit dem 1. September 2013 aus vier statt drei ordentlichen Richtern zusammen. Leider erfolgt dieser grosse Aufwand zum Nachteil der anderen Höfe, in denen die Mitglieder des Kindes- und Erwachsenenschutzhofes ebenfalls tagen.

1.2.7. Strafappellationshof

Nach der Demission von Françoise Bastons Bulletti, Präsidentin des Hofes, ist am 1. September 2013 Dina Beti neu hinzugekommen. Die Präsidentschaft übernahm Michel Favre.

Die 2011 und 2012 festgestellte massive Zunahme der neuen Angelegenheiten (2012: 82 % mehr Fälle als 2010) hielt auch 2013 an (2010: 90, 2011: 164, 2012: 164 und 2013: 171 neue Fälle). Trotz der grossen Zunahme der in den letzten Jahren gefällten Entscheide hält sich die Zahl der per 31. Dezember 2013 eingetragenen Angelegenheiten auf einem hohen Niveau. Die Zunahme der Arbeitslast des Hofes betrifft nicht nur die Zahl der behandelten Fälle, sondern auch das Ausmass der Verfahren. Durch die Tatsache bestärkt, dass die StPO bei Berufungen keine schriftliche Begründungspflicht vorschreibt, geschieht es häufig, dass die Beschwerdeführer sich nicht darauf beschränken, einen bestimmten Punkt des vorinstanzlichen Urteils anzufechten, sondern sie fechten das gesamte Urteil an, sowohl was die Feststellung des Sachverhaltes wie die rechtliche Würdigung anbelangt. Das Fehlen jeglicher Anforderung an eine Begründungspflicht bei Berufungen bereitet den Richtern und den Gerichtsschreibern, insbesondere wenn es darum geht, in einem voluminösen Verfahren sämtliche Tatsachen neu zu prüfen, einen enormen Mehraufwand für die Vorbereitung der Sitzungen und verlängert deutlich die Verhandlungen und die Beratungen.

Um die Angelegenheiten weiterhin innert vernünftiger Frist und mit der erwarteten Qualität behandeln zu können, bedarf es auch in Zukunft zwingend der Mitarbeit der effizienten und kompetenten Gerichtsschreiber, auf die der Strafappellationshof heute zählen kann. Parallel zu den getroffenen Massnahmen zur Optimierung seiner Arbeitsweise hat der Hof ab Herbst systematisch in seiner Zusammensetzung einen Ersatzrichter beigezogen, sodass die Arbeitslast der Kantonsrichter besser verteilt werden konnte. Diese sind nämlich auch aufgrund der Zunahme der Dossiers, die sie in anderen Höfen des Kantonsgerichts behandeln, stark gefordert. Hervorzuheben ist, dass der Hof im vergangenen Jahr in 42 öffentlichen Sitzungen mit anschliessender Beratung getagt hat (2012: 39 Sitzungen; 2011: 28 Sitzungen).

1.2.8. Strafkammer

Nach einer Zunahme der Angelegenheiten im Jahr 2012 um 13 % gegenüber dem Vorjahr, ist die Zahl 2013 um 23 % gestiegen. Zu bemerken ist, dass die der Strafkammer zugeteilten drei Richter auch die im Rodel des Strafappellationshofs eingetragenen Revisionsgesuche behandeln. Hinsichtlich der behandelten Fälle ist insbesondere die Gutheissung von drei Beschwerden der Staatsanwaltschaft gegen Entscheide des Zwangsmassnahmengerichts hervorzuheben, welches die sofortige Freilassung von Personen aus der Untersuchungshaft angeordnet hatte. Mehrere weitere Fälle betrafen ein und dieselbe Person. Im Hintergrund steht ein äusserst konfliktreiches Verfahren in Ehesachen.

1.2.9. I. Verwaltungsgerichtshof

Die Tätigkeit des I. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2013 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.2.10. II. Verwaltungsgerichtshof

Nach den 150 Angelegenheiten im Jahr 2012 bilden die 2013 eingetragenen 170 Angelegenheiten den Rekord in den letzten zehn Jahren. In Anbetracht des Umstandes, dass den dem II. Verwaltungsgerichtshof angehörenden Richter noch andere Aufgaben zugeteilt sind, ist es illusorisch zu glauben, dass die Beschwerden im Bereich des Bauwesens bzw. des öffentlichen Beschaffungswesens im Rhythmus eins zu eins mit den Neueingängen erledigt werden können. Die Rückstände sind bereits vorprogrammiert, mit allen Folgen, die dies für den Bau der umstrittenen Gebäude zu Folge haben wird.

1.2.11. III. Verwaltungsgerichtshof

Die Tätigkeit des III. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2013 gibt hinsichtlich der Art der Angelegenheiten zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass. Hinzuweisen ist jedoch auf die deutliche Zunahme der neuen Angelegenheiten. 2013 waren dies 372 neue Fälle gegenüber 242 im Jahr 2012 und 210 im Jahr 2011. Zu bemerken ist des Weiteren, dass an die hundert Beschwerden gegen das Tiefbauamt gerichtet waren.

1.2.12. Steuergerichtshof

Nachdem er ab 1985 die Kantonale Rekurskommission in Steuersachen präsiert hatte, war Hugo Casanova seit der Entstehung des Steuergerichtshofs am 1. Januar 1992 Präsident dieses Hofes. Als Leiter dieser beiden Gremien hat er insbesondere während nahezu drei Jahrzehnten für die Qualität und die Kohärenz der Rechtsprechung im Steuerwesen im Kanton Freiburg gesorgt. Der Steuergerichtshof ist ihm zutiefst dankbar dafür.

Was die Zahl und die Art der behandelten Fälle im Jahr 2013 anbelangt, gibt die Tätigkeit des Steuergerichtshofs zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.2.13. I. und II. Sozialversicherungsgerichtshof

Das Jahr 2013 war geprägt durch die Schaffung eines zweiten Sozialversicherungsgerichtshofs. Die beiden Höfe arbeiten nunmehr ausschliesslich mit je drei Berufsrichtern, die im Kreise der Richter der Verwaltungsrechtlichen Abteilung ernannt werden. Diese sind somit Teil der ordentlichen Zusammensetzung dieser beiden Höfe und tagen in allen Angelegenheiten, die in die Zuständigkeit des Hofes fallen, dem sie angehören. Zudem wurden ihnen Gerichtsschreiber-Berichterstatter zugeteilt, die jedoch ausschliesslich im Bereich Sozialversicherungen tätig sind. Die neue Organisation der ehemaligen Spezialgerichtshöfe bedeutet somit für die Richter in zweifacher Hinsicht eine zusätzliche Arbeitslast. Marianne Jungo und Josef Hayoz schliesslich behandeln weiterhin alle Sozialhilfefälle, für die vor dem 1. Januar 2011 der III. Hof zuständig war. Die zehn Sozialversicherungszweige wurden jeder für sich zwischen den beiden Höfen aufgeteilt, mit Ausnahme des Zweiges Invalidenversicherung, welcher als grösster Bereich (34,5 %) auf die zwei Höfe verteilt wurde, was einen Ausgleich der Arbeitslast unter diesen beiden erlaubt. Seit dem 1. Januar 2013 ist für Streitigkeiten aus Zusatzversicherungen die Verwaltungsrechtliche Abteilung zuständig, obwohl diese dem Zivilverfahren unterstellt sind.

All diese Änderungen, ohne noch von der Informatik oder vom Umzug des Kantonsgerichts reden zu wollen, haben die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Sozialversicherungshöfe nicht entmutigen können; sie haben in ihren Anstrengungen für die Erledigung der hängigen Angelegenheiten durchgehalten. Mitgewirkt haben auch einige Ersatzrichter, die sich bereit erklärt haben, Urteilsentwürfe selber zu redigieren. Da die drei im Rahmen der ausserordentlichen Massnahmen zugesprochenen Gerichtsschreiber-Berichterstatter-Stellen am 1. Januar 2013 nicht mehr erneuert wurden, hat die Zahl der erledigten Fälle der beiden Höfe deutlich, aber im gleichen Masse wie die weggefallenen Arbeitskräfte, abgenommen (- 27,6 %). Daraus entstand erneut ein Anstieg des Bestandes an hängigen Fällen von 460 auf 500, dies trotz eines Rückgangs der Neueingänge um 7 %. In den vergangenen Jahren wurde den beiden Höfen wurden Massnahmen zugesprochen, um die *Rückstände* zu reduzieren; da sie aber immer noch über zu wenig Gerichtsschreiber-Berichterstatter verfügen, um die *ordentliche* Arbeitslast bewältigen zu können, wird der Rückstand wieder grösser, sobald die ausserordentlichen Massnahmen wegfallen.

1.3. Personal

1.3.1. Richter

Hugo Casanova hat mit der Zustimmung des Kantonsgerichts und des Justizrates seinen Beschäftigungsgrad ab dem 1. August 2013 von 100 auf 50 % reduziert.

Françoise Bastons Bulletti hat auf den 31. August 2013 demissioniert, nachdem sie zweiundzwanzig Jahre lang im Dienste der Justiz tätig war, wovon fünf beim Kantonsgericht.

Geboren wurde sie 1964 in Montpellier in Frankreich. Ihr Jusstudium hat sie jedoch in Freiburg absolviert, wo sie 1986 das Lizentiat der Rechte an der Universität Freiburg erwarb. Danach absolvierte sie ein Anwaltspraktikum, das sie 1990 mit der Erlangung des Anwaltspatentes abschloss. Nach einer kurzen Tätigkeit als Anwältin in der Privatwirtschaft und anschliessend als Gerichtsschreiber-Adjunktin beim Kantonsgericht wurde sie 1991 als Präsidentin des Zivilgerichts der Saane gewählt. Am 8. Mai 2008 wählte sie der Grosse Rat als Nachfolgerin von Richter Pierre Kaeser als Kantonsrichterin. Sie übte ihr Amt ab da in zivilrechtlichen und strafrechtlichen Höfen aus und präsierte ab Oktober 2012 den Strafappellationshof. Ihr bevorzugtes Gebiet war aber das Zivilrecht, insbesondere das Zivilprozessrecht und das Familienrecht. Seit mehreren Jahren hält sie vor freiburgischen Anwaltspraktikanten Konferenzen über Zivilprozessrecht ab und hat an der Universität Freiburg verschiedene Kurse in Familienrecht erteilt. Ihr Spezialgebiet war der Bereich Unterhaltsbeiträge, den sie im «Commentaire romand du code civil suisse» zum Teil kommentiert hat.

Françoise Bastons Bulletti ist weiterhin im Rechtswesen tätig, befasst sie sich doch nun in Zusammenarbeit mit einer freiburgischen Firma mit der Herausgabe der annotierten ZPO online, die fortlaufend nachgeführt wird (www.zpo-cpc.ch). Das Kantonsgericht wünscht ihr viel Erfolg und Freude bei ihren neuen Tätigkeiten.

In seiner Session vom 14. Mai 2013 hat der Grosse Rat als Ersatz für Françoise Bastons Bulletti Dina Beti, Anwältin, Gerichtsschreiberin beim Bundesgericht, sowie in Besetzung der 50 %-Stelle, die Hugo Casanova abgegeben hat, Marc Sugnaux, Rechtsanwalt, Präsident des Bezirksgerichts der Broye, gewählt.

Der Grosse Rat hat Olivier Bleicker in Ersetzung von Dina Beti zum Ersatzrichter gewählt.

Hubert Bugnon präsidiert die Schulkommission des Kollegiums Heiligkreuz und ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission. Hugo Casanova ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission und ordentliches Mitglied der Rekurskommission Interkantonale Vereinbarung Lotterien und Wetten (welche sich im Allgemeinen mit ein bis zwei Fällen pro Jahr zu befassen hat). Er ist weiterhin Lehrbeauftragter beim Schweizerischen Institut für Steuerlehre im Rahmen der Ausbildung "Master of Advanced Studies Taxation FH" (drei Lektionen jährlich). Johannes Frölicher ist als Richter der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz ernannt worden und weiterhin Mitglied des Direktionskomitees des Früherziehungsdienstes (FED) und des Zentrums für physiotherapeutische und ergotherapeutische Behandlung (CTTS) der Stiftung «les Buissonnets». Josef Hayoz ist Präsident des Justizrats und stellvertretender Präsident der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 6. Des Weiteren ist er Mitglied der kantonalen Nomenklaturkommission und des Wissenschaftsrates für das Forschungsprojekt «Grundlagen guten Justizmanagements in der Schweiz». Jérôme Delabays ist Präsident der beratenden Kommission für die bedingte Straftilgung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit, Mitglied der Anwaltskommission und Ersatzmitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch. Roland Henninger ist Mitglied der Anwaltsprüfungskommission. Marianne Jungo und Gabrielle Multone sind Mitglieder der Rekurskommission des interkantonalen Gymnasiums der Broye (GYB). Gabrielle Multone ist ebenfalls Mitglied der Anwaltskommission. Catherine Overney ist Mitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch und der Kommission für Rechtsstreitigkeiten der Gemeinde Ependes. Christian Pfammatter ist Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission. Marc Sugnaux ist Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission und der Kommission für Mediation in Zivil-, Straf- und Jugendstrafsachen; er ist Präsident der in den Gesamtarbeitsverträgen INFRI-VOPSI und HorizonSud-VOPSI (spezialisierte Institutionen) vorgesehenen Schiedsräte und ist Ausbilder in Arbeits- und Handelsrecht im Rahmen der eidgenössischen Fachausweise und Diplome. Adrian Urwyler ist Präsident der Direktion der Schweizerischen Richterakademie. Anne-Sophie Peyraud schliesslich ist Präsidentin des Schiedsgerichts in Sachen Kranken- und Unfallversicherung und Vizepräsidentin der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 2.

1.3.2. Gerichtsschreiberei

Zunächst ist daran zu erinnern, dass die ausserordentlichen Massnahmen, die dem Sozialversicherungsgerichtshof zuteil kamen, Ende 2012 zu Ende gegangen sind. Folgende Personen mussten in der Folge das Kantonsgericht verlassen:

4 Gerichtsschreiber-Berichterstatter:	Olivier Raemy	31.12.2012
	Rosario Sanchez	31.12.2012
	Jennifer Tapia	31.12.2012
	Evelyne Horisberger	31.12.2012
2 Sekretärinnen:	Ariane Menoud	31.12.2012
	Gwendoline Remy	31.12.2012

Ausserdem haben im Anschluss an Weggänge und Ausschreibungen folgende Wechsel stattgefunden:

Weggänge/Änderung des Beschäftigungsgrades

Yann Hoffmann (Gerichtsschreiber)	31.12.2012
Manuela Hain (Sekretärin)	31.01.2013
Doris Curty (Sekretärin)	31.07.2013
Hugo Casanova (Richter) reduziert auf 50%	31.07.2013
Françoise Bastons Bulletti (Richterin)	31.08.2013
Sonia Bulliard	30.09.2013
Christoph Rohrer (Gerichtsschreiber)	31.12.2013
Léonie Spreng (Gerichtsschreiberin)	31.12.2013
Eloïse Dorsaz (Gerichtsschreiberin)	31.12.2013
Christine Frehner (Weibelin)	31.12.2013

Schliesslich sind beim KG folgende Personen hinzugekommen:

Frédéric Oberson (Generalsekretär)	01.01.2013
Gwendoline Remy (Sekretärin)	01.01.2013
Vanessa Thalmann (Gerichtsschreiberin)	01.02.2013
Nicole Kolly (Sekretärin)	01.02.2013
Léonie Spreng (Gerichtsschreiberin)	18.02.2013
Christine Frehner (Weibelin)	01.06.2013
David Jodry (Gerichtsschreiber)	01.07.2013
Dina Beti (Richterin)	01.09.2013
Marc Sugnaux (Richter)	01.10.2013
Helen Brülhart (Sekretärin)	01.10.2013
Eloïse Dorsaz (Gerichtsschreiberin)	01.10.2013

Fluktuationsquote des Kantonsgerichts im 2013

$$\frac{11 \text{ Mitarbeiter} \times 100}{53 \text{ Mitarbeiter (Total ohne Lernende, Praktikanten und junge Stellensuchende)}} = 20.75\%$$

Das Jahr 2013 war geprägt von zahlreichen internen Änderungen. Die 11 Neuzugänge bilden ca. 20% des Mitarbeiterinnen- und Mitarbeiterbestandes des Kantonsgerichts. Wenn einige Personen ihre Kündigung aufgrund von neuen beruflichen Perspektiven eingereicht haben (Weggang von Françoise Bastons, Wahl von Christoph Rohrer als Bundesverwaltungsrichter), waren für andere der Stress und die zahlreichen erfolgten oder noch zu erfolgenden internen Wechsel der Grund für die Kündigung. Für das gesamte Personal bedeutete und bedeutet die physische Zusammenlegung zweier Einheiten zu einer einzigen Organisation, nebst der Arbeitslast und der Zunahme der gerichtlichen Aufgaben – einschliesslich im Anschluss an die Übertragung von Kompetenzen – ein Stressfaktor. Die Arbeitsmethoden in den verschiedenen Abteilungen sind unterschiedlich und es ist schwierig, eine Organisation aufzustellen, die unverzüglich und präzise die Verteilung und die Planung aller voraussehbaren Aufgaben bewältigen kann. Einigen Personen wurden im Zusammenhang mit dem Umzug ungewohnte Aufgaben übertragen, die ihnen Vielseitigkeit und Initiative abverlangten. Diese Situation hat einen ungewöhnlichen Arbeitsrhythmus geschaffen. Dieser Stress ist umso markanter, als feststeht, dass das Kantonsgericht bereits jetzt über zu wenig Personal verfügt, und dass die Anstellungsverträge einiger Mitarbeitenden befristet sind. Diese Situation bedeutet für die Mitarbeitenden auch eine Mehrbelastung, da sie fortwährend neue Kolleginnen und Kollegen in die einführen müssen.

Der Personalbestand der Gerichtsschreiberei für das Jahr 2013 – ohne befristete Anstellungen – setzt sich wie folgt zusammen (Budgetpositionen):

Vollzeitäquivalente Stellen (VZÄ)

Chef-Gerichtsschreiber	2.00
Gerichtsschreiber-Adjunkten	7.50
Gerichtsschreiber-Berichterstatter	8.00
Bürochefin	2.00
Sekretärinnen	6.00
Bibliothekarin	0.10
Total	25.60

Diese 25.60 VZÄ sind für die Gerichtsschreiberstellen (Chef-Gerichtsschreiber, Gerichtsschreiber-Adjunkten und –Berichterstatter) auf 19 Personen und für das Sekretariat (Bürochefinnen, Sekretärinnen) auf 13 Personen verteilt. Hinzu kommt die Stelle einer Gerichtsschreiber-Adjunktin, die zur Unterstützung von Richter Johannes Frölicher angestellt wurde.

Die Zuteilung von sogenanntem «Aushilfspersonal» erfolgte aufgrund von Pauschalkrediten. Die Anstellung des Generalsekretärs (gesetzliche Anforderung) geschah auf der Grundlage eines unbefristeten Vertrages, ohne Job-Garantie, und diejenige der Weibelin (gesetzliche Anforderung) auf der Grundlage eines befristeten Vertrages. Dasselbe gilt für Mitarbeiterinnen des Sekretariats, die – vollständig oder zum Teil –

auf der Grundlage von befristeten, für ein Jahr geltenden Verträge angestellt sind und deren Verträge, wenn die Annahme des Voranschlages durch den Grossen Rat es erlaubt, eventuell erneuert werden können. Das Kantonsgericht hat ausserdem zwei junge Stellensuchende für eine beschränkte Dauer angestellt.

Die grosse Arbeitslast hat das Kantonsgericht nicht daran gehindert, seine Ausbildungstätigkeit weiterzuführen. Im Rahmen ihrer Ausbildung zur Anwältin bzw. zum Anwalt haben Lorenz Cloux, Leila Kaufmann, Nadège Morandi, Camille Zahno, Isabelle Schuwey, Séverine Grüber Gacond, Jennifer Tapia, Pauline Volery, Philippe Tena, Marianne Sterren, Alain Monnerat Olivia Lei, Bénédicte Laville, Denise Martig und Aurore Verdon ein Gerichtsschreiber-Praktikum absolviert. Ausserdem bildet das Kantonsgericht drei Lernende zu kaufmännisch Angestellten aus.

Schliesslich hat der physische Zusammenschluss der Abteilungen des Kantonsgerichts (wie weiter oben unter Pkt. 1.1.1.1 beschrieben) zu Reorganisationsmassnahmen geführt. Die Stellvertretung für den Generalsekretär ist zwischen Henri Angéloz und Muriel Zingg aufgeteilt worden, die zudem als Gerichtsschreiber der Zivilrechtlichen und Verwaltungsrechtlichen Abteilung tätig sind. Cédric Steffen wurde als Gerichtsschreiber der Strafrechtlichen Abteilung ernannt. Was das Sekretariat anbelangt – das weiterhin 8 VZÄ zählt – wurden Françoise Rosales als Bürochefin und Magui Guisolan als Verwaltungsmitarbeiterin zu 50% ernannt.

1.3.3. Informatikteam

Ausser dem Personal der Gerichtsschreiberei, das dem ITA zugeteilt ist, wirkt weiterhin eine Sekretärin des Kantonsgerichts, Martine Arm, an der Kodifizierung der für die verschiedenen Organe der Rechtspflege notwendigen Modelle mit.

1.3.4. Sekretariat

Der Personalbestand sowie die Änderungen und Reorganisationsmassnahmen sind weiter oben dargelegt worden (1.1.3.2). Das Kantonsgericht hat sich intensiv mit den Fragen einer internen Lösung für die Bewältigung der Arbeitslast des Sekretariats auseinandergesetzt. Es hat mithin im Rahmen seiner Budgetanfragen für 2014 festgestellt, dass eine Verstärkung seines Verwaltungspersonals (Sekretariatspool) unumgänglich ist. Andernfalls müssen weitere Aufgaben auf die Gerichtsschreiber übertragen werden, was aus wirtschaftlicher Sicht weder wünschenswert noch vertretbar ist. Zum Einen haben die Übertragungen von zusätzlichen Aufgaben und Kompetenzen an das Kantonsgericht – die zwar aus juristischer Sicht technisch zu bewältigen sind – auch neue Aufgaben für die Sekretärinnen zur Folge. Dies führt zu einer Erhöhung ihrer Arbeitslast, ungeachtet dessen, ob diese Fälle in rechtlicher Hinsicht einfach oder komplex sind. Zum Anderen nehmen die administrativen Tätigkeiten zu Folge der neuen gesetzlichen Anforderungen ständig zu (z.B. Veröffentlichung der Urteile im Internet ab dem 1. Januar 2014).

1.4. Weitere Tätigkeiten

Am 26. April 2013 haben Anne-Sophie Peyraud und Johannes Frölicher an der Jahreskonferenz der Kantonsgerichte im Sozialversicherungswesen, die diesmal in Lausanne stattfand, teilgenommen.

Am 19. August 2013 haben die Richter die freiburgischen Anwälte in den neuen Räumlichkeiten des Augustinergebäudes empfangen.

Am 24. August 2013 organisierte das Kantonsgericht für die Freiburger Bevölkerung einen Tag der offenen Tür im Augustinergebäude.

Am 12. und 13. September 2013 haben Christian Pfammatter, Hugo Casanova, Josef Hayoz, Anne-Sophie Peyraud und Johannes Frölicher an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung in Basel teilgenommen.

Am 20. September wurde die Konferenz der Bezirksgerichtspräsidenten für eine Vorstellung des Augustinergebäudes eingeladen.

Am 7. Oktober 2013 war eine Gruppe von Studierenden der Rechtswissenschaften der Universität Freiburg an einer Sitzung des Strafappellationshofs anwesend; sie war zuvor vom Präsidenten der Strafrechtlichen Abteilung empfangen worden, der ihnen das Kantonsgericht und seine Tätigkeit kurz vorstellte.

Am 11. Oktober 2013 hat der Präsident des Kantonsgerichts an der Konferenz der oberen kantonalen Gerichte in Zug teilgenommen.

Am 8. November 2013 hat Dina Beti am Tag der Richterinnen und Richter in Luzern teilgenommen.

Am 29. November 2013 fand die offizielle Einweihung des Augustinergebäudes in Anwesenheit von Vertretern der verschiedenen Behörden statt.

Von den Richtern besuchte Weiterbildungsveranstaltungen

Die von den Richtern im Jahr 2013 befolgten Weiterbildungsveranstaltungen sind in den Formularen aufgelistet, die dem Justizrat separat zugestellt wurden.

Wissenschaftliche Tätigkeiten der Richter/Gerichtsschreiber

Hubert Bugnon hat an der Schweizerischen Richterakademie (Universität Neuenburg) im Bereich der Anhörung von Kindern in Familienrechtsverfahren einen Kurs erteilt.

Hugo Casanova hat weiterhin für die Zeitschrift "Archiv für Schweizerisches Abgaberecht" die bundesgerichtliche Rechtsprechung zusammengefasst und gewürdigt. Seine Analyse erschien in Band 81, S. 341 (Entscheide 2011) und in Band 82, S. 113 (Entscheide 2012). Er hat im Rahmen eines vom Institut für Schweizerisches und Internationales Steuerrecht (ISIS) organisierten Seminars zum Thema «Verfahren im Steuerrecht» eine Konferenz unter über das Beschwerdeverfahren vor den kantonalen Instanzen abgehalten. Schliesslich hat er unter dem Titel «(Steuer-) Richterinnen oder Richter – Ein Traumberuf?» einen verschiedenen persönliche Gesichtspunkte enthaltenden Artikel veröffentlicht (in: P. Mäusli-Allenspach/M. Beusch, Steuern und Recht – Steuerrecht!, Liber Amicorum für Martin Zweifel).

Hugo Casanova und Hubert Bugnon sind Mitglieder des Redaktionskomitees der FZR.

Michel Favre ist Lehrbeauftragter an der Hochschule ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) im Rahmen des CAS (Certificate of Advanced Studies) im Strafrichterwesen. Er hat des Weiteren im Rahmen der jährlichen Weiterbildungstagung des Freiburger Anwaltsverbandes am 13. Dezember 2013 eine Konferenz zum Thema Strafappellation gehalten

Josef Hayoz hat am 18. Oktober 2013 für die Erstsemestrigen der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg eine zweisprachige Konferenz abgehalten.

Adrian Urwyler hat am 1. Dezember 2013 an der von der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg im Rahmen eines Intensivseminars organisierten Strafrechtstagung teilgenommen.

Christian Pfammatter hat für die Anwaltspraktikanten Kurse über Verwaltungsrechtspflege, Raumplanung und Baubewilligung erteilt. Ebenfalls hat er an der Leitung des Seminars über Verwaltungsrecht für die Anwaltspraktikanten mitgewirkt.

**Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2013 /
Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2013**

Président/Präsident :	Adrian Urwyler
Vice-présidente/Vizepräsidentin :	Marianne Jungo
Membres/Mitglieder :	Hugo Casanova Josef Hayoz Christian Pfammatter Gabrielle Multone Roland Henninger Hubert Bugnon Françoise Bastons Bulletti (remplacée par Dina Beti le 01.09.2013 / ersetzt durch Dina Beti am 01.09.2013) Anne-Sophie Peyraud Johannes Frölicher Jérôme Delabays Catherine Overney Michel Favre Dina Beti Marc Sugnaux (occupe dès le 01.10.2013 le 50% laissé vacant par Hugo Casanova / übernahm ab dem 01.10.2013 das von Hugo Casanova abgegebene 50%-Arbeitspensum)
Juges suppléants/Ersatzrichter/-innen :	Daniel Schneuwly André Riedo Pascal Terrapon Catherine Yesil-Huguenot François-Xavier Audergon Catherine Hayoz Kurt Schwab Francine Defferrard Tarkan Göksu Séverine Monferini Nuoffer Jacques Bonfils Hans-Jürg Schläppi Ursula Schneider Schüttel Laurent Schneuwly Erika Schnyder Armin Sahli Christophe Maillard Pierre Corboz Jean-Luc Mooser Felix Baumann Georges Chanez Pascal Richard Olivier Bleicker

SECTION CIVILE / ZIVILRECHTLICHE ABTEILUNG

Président/Präsident :	Jérôme Delabays
Membres/Mitglieder :	Roland Henninger Adrian Urwyler Hubert Bugnon Françoise Bastons Bulletti / Dina Beti (dès le 01.09.2013 / ab 01.09.2013) Catherine Overney Michel Favre

I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Président/Präsident :	Hubert Bugnon
Membres/Mitglieder :	Roland Henninger Françoise Bastons Bulletti / Dina Beti (dès le 01.09.2013 / ab 01.09.2013) Jérôme Delabays

II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Président/Präsident :	Adrian Urwyler
Membres/Mitglieder :	Jérôme Delabays Catherine Overney Michel Favre

Cour de modération / Moderationshof

Président/Präsident :	Michel Favre / Dina Beti (dès le 01.09.2013 / ab 01.09.2013)
Membres/Mitglieder :	Adrian Urwyler / Michel Favre (dès le 01.09.2013 / ab 01.09.2013) Hubert Bugnon

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Présidente/Präsidentin :	Catherine Overney
Membres/Mitglieder :	Adrian Urwyler Françoise Bastons Bulletti / Dina Beti (dès le 01.09.2013 / ab 01.09.2013)

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Présidente/Präsidentin :	Jérôme Delabays
Membres/Mitglieder :	Roland Henninger Michel Favre Catherine Overney (dès le 01.09.2013 / ab 01.09.2013)

SECTION PENALE / STRAFRECHTLICHE ABTEILUNG

Président/Präsident :	Hubert Bugnon
Membres/Mitglieder :	Roland Henninger Adrian Urwyler Françoise Bastons Bulletti / Dina Beti (dès le 01.09.2013 / ab 01.09.2013) Jérôme Delabays Catherine Overney Michel Favre

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Présidente/Präsidentin :	Françoise Bastons Bulletti / Michel Favre (dès le 01.09.2013 / ab 01.09.2013)
Membres/Mitglieder :	Adrian Urwyler Catherine Overney Michel Favre / Dina Beti (dès le 01.09.2013 / ab 01.09.2013)

Chambre pénale / Strafkammer

Président/Präsident :	Roland Henninger
Membres/Mitglieder :	Hubert Bugnon Jérôme Delabays

SECTION ADMINISTRATIVE / VERWALTUNGSRECHTLICHE ABTEILUNG

Présidente/Präsidentin:	Gabrielle Multone
Membres/Mitglieder :	Hugo Casanova Josef Hayoz Christian Pfammatter Marianne Jungo Anne-Sophie Peyraud Johannes Frölicher Marc Sugnaux (dès le 01.10.2013 / ab 01.10.2013)

I^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Présidente/Präsidentin :	Marianne Jungo
Membres/Mitglieder :	Christian Pfammatter Gabrielle Multone Josef Hayoz (affaires en allemand / deutschsprachige Angelegenheiten)

II^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Président/Präsident : Christian Pfammatter

Membres/Mitglieder : Johannes Frölicher
Josef Hayoz

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Présidente/Präsidentin : Gabrielle Multone

Membres/Mitglieder : Marianne Jungo
Johannes Frölicher
Josef Hayoz (affaires en allemand / *deutschsprachige Angelegenheiten*)

Cour fiscale / Steuergerichtshof

Président/Präsident : Hugo Casanova / Marc Sugnaux (dès le 01.10.2013 / *ab 01.10.2013*)

Membres/Mitglieder : Anne-Sophie Peyraud
Christian Pfammatter
Hugo Casanova (dès le 01.10.2013 / *ab 01.10.2013* ; affaires en allemand / *deutschsprachige Angelegenheiten*)

I^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Présidente/Präsidentin : Anne-Sophie Peyraud

Membres/Mitglieder : Josef Hayoz
Marianne Jungo

II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

Président/Präsident : Johannes Frölicher

Membres/Mitglieder : Hugo Casanova
Gabrielle Multone
Marc Sugnaux (dès le 01.10.2013 / *ab 01.10.2013*)

2. PARTIE STATISTIQUE / STATISTISCHER TEIL

2.1. SECTION CIVILE / ZIVILRECHTLICHE ABTEILUNG

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2013	2012
Récusation / <i>Ausstand</i>	23	9
Entraide judiciaire / <i>Rechtshilfe</i>	154	228*
Total	177	237

* 76 demandes, concernant une volumineuse affaire, émanaient des Pays-Bas / 76 Gesuche betreffend eine umfangreiche Angelegenheit stammten aus den Niederlanden

I^e COUR D'APPEL CIVIL / I. ZIVILAPPELLATIONSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013	2012
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	95*	110
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	343	371
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	339	385
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	99	96*

*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.2012 et le 01.01.2013 s'explique par le fait qu'un dossier a été liquidé après l'impression des statistiques./Die Differenz der Anzahl hängiger Fälle zwischen dem 31.12.12 und dem 01.01.13 erklärt sich dadurch, dass ein Dossier nach dem Ausdruck der Statistik als erledigt abgeschlossen wurde.

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2013	2012
Admis / <i>Gutheissung</i>	25	34
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	82	82
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	8	3
Rejetés / <i>Abweisung</i>	65	79
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	23	24
Retirés / <i>Rückzug</i>	7	10
Transaction / <i>Vergleich</i>	5	8
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	0	2
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	1	0
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	2	1
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	17	15
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	77	91
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	17	29
AJ (avec avocat) retirée / <i>URP (mit Anwalt) zurückgezogen</i>	1	0
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	4	5
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	5	2
Total	339	385

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2013	2012
Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	3	0
Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>	91	93
dont mesures protectrices de l'union conjugale/ <i>davon Eheschutzmassnahmen</i>	44	36
Droit de la tutelle / <i>Vormundschaftsrecht</i>	0	6
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	8	6
Droit réels / <i>Sachenrecht</i>	8	5
Droit des obligations / <i>Obligationenrecht</i>	29	27
Assurance / <i>Versicherung</i>	4	1
Suspension de la procédure / <i>Sistierung des Verfahrens</i>	1	2
Récusation / <i>Ausstand</i>	2	2
Conciliation / <i>Schlichtung</i>	3	1
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	1	1
Attribution des dépens / <i>Auferlegung der Parteikosten</i>	4	4
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	0	5
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	1	2
Mesures provisionnelles et leur modification/ <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	37	50
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	39	42
Poursuite pour dettes / <i>Schuldbetreibung</i>	0	1
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	105	132
Changement du défenseur d'office / <i>Wechsel des amtlichen Verteidigers</i>	0	1
Révision / <i>Revision</i>	1	1
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	1	0
Restitution de délai / <i>Fristwiederherstellung</i>	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	1	3
Total	339	385

Provenance / Herkunft		
	2013	2012
Sarine / Saane	62	90
Singine / Sense	10	8
Gruyère / Greyerz	39	35
Lac / See	19	10
Glâne / Glane	12	12
Broye / Broye	30	30
Veveyse / Vivisbach	13	11
Autres / Andere	154	189
Total	339	385

II^{ème} COUR D'APPEL CIVIL / II. ZIVILAPPELLATIONSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013	2012
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	81	90
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	295	335
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	302	344
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	74	81

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2013	2012
Admis / <i>Gutheissung</i>	67	55
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	9	21
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	6	9
Rejetés / <i>Abweisung</i>	81	112
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	73	74
Retirés / <i>Rückzug</i>	16	17
Transaction / <i>Vergleich</i>	1	4
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	0	2
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	8	13
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	13	7
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	0	3
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	6	3
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	1	0
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	16	24
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	5	0
Total	302	344

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2013	2012
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	55	59
Travail / <i>Arbeit</i>	9	12
Bail / <i>Mietgerichtsbarkeit</i>	23	29
Enlèvement international d'enfant / <i>Internationale Kindesentführung</i>	0	1
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / <i>Schuldbetreibungs- und Konkursrecht</i>	143	173
dont faillites / <i>davon Konkurse</i>	45	32
dont mainlevées / <i>davon Rechtsöffnungen</i>	98	141
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	43	45
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	3	2
Instance unique / <i>Einzigste Instanz</i>	0	4
Entraide judiciaire / <i>Rechtshilfe</i>	0	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	0
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	0	1
Compétence des tribunaux / <i>Zuständigkeit der Gerichte</i>	1	5
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	1	1
Attribution des dépens / <i>Auferlegung der Parteikosten</i>	4	1
Concordat / <i>Nachlassvertrag</i>	0	0
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	1	0
Révision / <i>Revision</i>	0	1
Mémoire préventif / <i>Schutzschrift</i>	0	4
Arbitrage / <i>Schiedsverfahren</i>	1	0
Restitution de délai / <i>Fristwiederherstellung</i>	0	0
Conciliation / <i>Schlichtung</i>	1	2
Assurance / <i>Versicherung</i>	12	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	5	3
Total	302	344

Provenance / Herkunft		
	2013	2012
Sarine / Saane	102	134
Singine / Sense	17	15
Gruyère / Greyerz	34	39
Lac / See	15	16
Glâne / Glane	7	16
Broye / Broye	17	20
Veveyse / Vivisbach	15	10
Autres / Andere	95	94
Total	302	344

**CHAMBRE DES POURSUITES ET FAILLITES /
SCHULDBETREIBUNGS- UND KONKURSKAMMER**

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013	2012
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	10	11
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	145	182
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	152	183
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	3	10

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2013	2012
Admis / <i>Gutheissung</i>	90	117
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	4
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	1
Rejet / <i>Abweisung</i>	34	28
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	17	15
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	8	12
Retrait / <i>Rückzug</i>	0	5
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	0	0
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	1	0
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	0	0
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	0	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	0	1
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	0
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	0
Transaction / <i>Vergleich</i>	0	0
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0
Total	152	183

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2013	2012
Plaintes / <i>Beschwerden</i>	53	59
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung der Frist</i>	4	5
Réalisation de parts de communauté / <i>Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen</i>	3	4
Demande de nouvelle estimation / <i>Gesuch um neue Schätzung (9 ORFI/VZG)</i>	0	0
Prolongation du délai de liquidation de la faillite / <i>Fristverlängerung zur Durchführung des Konkursverfahrens</i>	75	98
Nullité / <i>Nichtigkeit (173² LP/SchKG)</i>	0	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	0
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	1	1
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	15	16
Rémunération de l'administration de la faillite / <i>Vergütung für die Konkursverwaltung</i>	0	0
Séquestre / <i>Arrest</i>	1	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0
Total	152	183

Durée de la procédure / Dauer des Verfahrens		
	2013	2012
1 à 15 jours / <i>1 bis 15 Tage</i>	97	126
15 jours à 1 mois / <i>15 Tage bis 1 Monat</i>	16	20
1 à 2 mois / <i>1 bis 2 Monate</i>	25	29
Plus de 2 mois / <i>mehr als 2 Monate</i>	14	8
Total	152	183

Provenance / Herkunft		
	2013	2012
Sarine / Saane	17	18
Singine / Sense	7	12
Gruyère / Greyerz	9	3
Lac / See	7	2
Glâne / Glane	0	2
Broye / Broye	8	10
Veveyse / Vivisbach	6	10
Office cantonal des faillites / <i>Kantonales Konkursamt</i>	80	107
Autres / <i>Andere</i>	18	19
Total	152	183

COUR DE MODERATION / MODERATIONSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013	2012
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	14	11
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	36	39
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	36	36
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	14	14

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2013	2012
Admis / <i>Gutheissung</i>	6	7
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	9	4
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	7	10
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	6	8
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	3	3
Retrait / <i>Rückzug</i>	3	3
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	0	0
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	1	1
Total	36	36

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2013	2012
Litige avocat/client / <i>Streitigkeit Anwalt/Klient</i>	0	0
Emolument et débours notaire / <i>Gebühr und Auslagen Notar</i>	1	0
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	10	14
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	13	12
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière civile / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Zivilsachen</i>	5	2
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière pénale / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Strafsachen</i>	0	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	4	7
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	3	1
Total	36	36

Provenance / Herkunft		
	2013	2012
Sarine / <i>Saane</i>	10	17
Singine / <i>Sense</i>	4	2
Gruyère / <i>Greyerz</i>	3	7
Lac / <i>See</i>	1	0
Glâne / <i>Glane</i>	2	1
Broye / <i>Broye</i>	4	1
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	1	0
Autres / <i>Andere</i>	11	8
Total	36	36

COUR DE PROTECTION DE L'ENFANT ET DE L'ADULTE / KINDES- UND ERWACHSENENSCHUTZHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013	2012
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	0	7
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	147	22
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	121	29
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	26	0

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2013	2012
Admis / <i>Gutheissung</i>	14	5
Admission partielle / <i>Teilweise Gutheissung</i>	6	1
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	4	2
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	17	4
Rejetés / <i>Abweisung</i>	41	3
Retirés / <i>Rückzug</i>	7	0
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	12	7
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	4	2
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	1	1
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	1	0
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	13	1
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	0
Transaction / <i>Vergleich</i>	0	1
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	0	1
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	0
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	1	0
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	0	1
Total	121	29

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2013	2012
Recours / <i>Beschwerde</i>	85	15
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	19	10
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	9	1
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	2
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	1	0
Déni de justice ou retard injustifié / <i>Rechtsverweigerung oder Rechtsverzögerung</i>	4	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	3	1
Total	121	29

2.2. SECTION PENALE / STRAFRECHTLICHE ABTEILUNG

COUR D'APPEL PENAL / STRAFAPPELLATIONSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013	2012
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	96	96
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	171	164
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	166	164
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	101	96

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2013	2012
Admis / <i>Gutheissung</i>	8	17
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	34	19
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	52	46
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	4	8
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	20	25
Retirés / <i>Rückzug</i>	35	35
Transaction / <i>Vergleich</i>	0	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	0	1
AJ (avec avocat) accordée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	7	3
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	1	0
Décharge du mandat d'office / <i>Entlastung der Amtsverteidigung</i>	0	0
Changement du défenseur d'office / <i>Wechsel des amtlichen Verteidigers</i>	2	1
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	0	1
Rayé du rôle / <i>Abschreibung</i>	1	2
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	1	2
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	4
Procédure périmée / <i>Verwirkte Berufung</i>	0	0
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	0
Total	166	164

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2013	2012
Appels / <i>Berufungen</i>	139	138
Décisions postérieures au jugement / <i>Nachträgliche Entscheide</i>	0	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	1	1
Demandes de mise en liberté / <i>Gesuche um Freilassung</i>	4	1
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	10	9
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	0	0
Révision / <i>Revision</i>	6	11
Indemnités et réparation du tort moral / <i>Entschädigung und Genugtuung</i>	3	3
Attribution des dépens / <i>Auferlegung der Parteikosten</i>	0	1
Divers / <i>Verschiedenes</i>	3	0
Total	166	164

Provenance / Herkunft		
Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht		
	2013	2012
Sarine / <i>Saane</i>	41	50
Singine / <i>Sense</i>	3	1
Gruyère / <i>Greyerz</i>	13	10
Lac / <i>See</i>	4	3
Glâne / <i>Glane</i>	6	6
Broye / <i>Broye</i>	8	7
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	8	7
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	9
Total	83	93

Juge de police / Polizeirichter		
	2013	2012
Sarine / <i>Saane</i>	23	23
Singine / <i>Sense</i>	2	4
Gruyère / <i>Greyerz</i>	11	10
Lac / <i>See</i>	5	3
Glâne / <i>Glane</i>	7	6
Broye / <i>Broye</i>	4	7
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	2	0
Total	54	53

Tribunal des mineurs / Jugendgericht		
	2013	2012
	3	4

Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht		
	2013	2012
	2	1

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof		
	2013	2012
	1	3

Autres / Andere		
	2013	2012
	23	10

CHAMBRE PENALE / STRAFKAMMER

Statistique générale / <i>Allgemeine Statistik</i>	2013	2012
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	49	33
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	274	223
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	269	207
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	54	49

Modes de liquidation / <i>Erledigungsart</i>		
	2013	2012
Admis / <i>Gutheissung</i>	32	16
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	11	10
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	20	16
Rejetés / <i>Abweisung</i>	99	93
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	59	43
Retirés / <i>Rückzug</i>	3	4
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	1	0
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	0	0
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	5	6
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	18	6
Désignation d'un juge remplaçant / <i>Bezeichnung eines Ersatzrichters</i>	8	7
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	0
AJ (avec avocat) accordée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	5	2
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	6	1
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	2	1
Décharge du mandat d'office / <i>Entlastung der Amtsverteidigung</i>	0	2
Total	269	207

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2013	2012
Recours / <i>Beschwerden</i>	196	168
Indemnité et réparation du tort moral / <i>Entschädigung und Genugtuung</i>	9	3
Récusation / <i>Ausstand</i>	21	16
Assistance judiciaire (principe) et défense d'office / <i>unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz) und amtliche Verteidigung</i>	29	15
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung</i>	5	2
Effet suspensif / <i>aufschiebende Wirkung</i>	9	3
Restitution de délai / <i>Fristwiederherstellung</i>	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0
Total	269	207

PRESIDENT DE LA CHAMBRE PENALE / PRÄSIDENT DER STRAFKAMMER

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013	2012
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	0	0
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	14	13
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	14	13
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	0	0

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2013	2012
Admis / <i>Gutheissung</i>	13	13
Rejetés / <i>Abweisung</i>	0	0
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	1	0
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	0
Total	14	13

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2013	2012
Mesures de surveillance (localisation d'une personne disparue; art. 31c LPol) / <i>Überwachungsmassnahmen (Ortung einer vermissten Person; Art. 31c PolG)</i>	14	13
Total	14	13

2.3. SECTION ADMINISTRATIVE / VERWALTUNGSRECHTLICHE ABTEILUNG

I^e COUR ADMINISTRATIVE / I. VERWALTUNGSGERICHTSHOF

Statistique générale / <i>Allgemeine Statistik</i>	2013	2012
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	91	106
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	140	159
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	147	174
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	84	91

Modes de liquidation / <i>Erledigungsart</i>	2013	2012
Admission <i>Gutheissung</i>	9	23
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	6	3
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	4	3
Rejet <i>Abweisung</i>	58	64
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	2	2
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	19	19
Retrait <i>Rückzug</i>	0	10
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	7	8
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	0	2
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung aus anderen Gründen</i>	20	20
Classé sans suite <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	2
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	0	1
Transmission à l'autorité compétente <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	1	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	6	8
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	7	6
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	2	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	6	2
Total	147	174

Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.	Entrées Neueingänge	Total	Liquidé Erfledigt	Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.
Etablissement et séjour <i>Niederlassung und Aufenthalt</i>	37	42	79	53	26
Droits politiques <i>Politische Rechte</i>	0	2	2	1	1
Agents des collectivités publiques <i>Amtsträger der Gemeinwesen</i>	13	20	33	16	17
Affaires communales <i>Gemeindeangelegenheiten</i>	7	3	10	4	6
Responsabilité <i>Haftung</i>	12	4	16	6	10
Ecole et formation <i>Schule und Bildung</i>	2	14	16	10	6
Exécution des peines et mesures <i>Straf- und Massnahmenvollzug</i>	0	3	3	3	0
Acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger <i>Grundstückwerb durch Personen im Ausland</i>	0	1	1	1	0
Avocats, notaires <i>Anwälte, Notare</i>	1	3	4	3	1
Droit des personnes et famille <i>Personen- und Familienrecht</i>	2	2	4	1	3
Réclamation (frais) <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Recours sur réclamation (frais) <i>Beschwerde gegen Einspracheentscheid (Kosten)</i>	1	0	1	1	0
Procédure autres <i>Verfahren andere</i>	0	2	2	2	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	6	11	17	12	5
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	5	5	4	1
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	9	23	32	24	8
Assistance judiciaire (montant de l'indemnité) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Entschädigungsbetrag)</i>	0	1	1	1	0
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	1	1	1	0
Récusation <i>Ausstand</i>	1	2	3	3	0
Total	91	140	230	147	84

II^e COUR ADMINISTRATIVE / II. VERWALTUNGSGERICHTSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013	2012
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	91	89
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	170	150
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	156	148
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	105	91

Mode de liquidation / Erledigungsart	2013	2012
Admission <i>Gutheissung</i>	29	10
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	5
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	9	3
Rejet <i>Abweisung</i>	52	62
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	1	4
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	12	20
Retrait <i>Rückzug</i>	18	7
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	4	3
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	0	4
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	28	26
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	0	4
Classé sans suite <i>Ohne Folge klassiert</i>	3	0
Total	156	148

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liquidé <i>Erledigt</i>	Pendant au 31.12. <i>Hängig per 31.12.</i>
Aménagement du territoire et constructions <i>Raumplanung und Bauwesen</i>	51	114	165	90	75
Protection de l'environnement <i>Umweltschutz</i>	4	4	8	3	5
Expropriation <i>Enteignung</i>	4	0	4	4	0
Forêts <i>Forstwesen</i>	0	2	2	1	1
Energie <i>Energie</i>	1	1	2	1	1
Marchés publics <i>Beschaffungswesen</i>	4	5	9	9	0
Domaine public <i>Öffentliche Sachen</i>	7	0	7	1	6
Protection contre les incendies et les éléments naturels <i>Schutz gegen Feuer- und Elementarschäden</i>	3	2	5	4	1
Révision <i>Revision</i>	0	3	3	0	3
Réclamation (frais) <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	2	2	2	0
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) <i>Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)</i>	0	1	1	0	1
Procédures autres <i>Verfahren andere</i>	1	1	2	2	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	12	23	35	28	7
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	4	11	15	11	4
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	0	1	1	0	1
Total	91	170	261	156	105

III^e COUR ADMINISTRATIVE / III. VERWALTUNGSGERICHTSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2013	2012
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	89	111
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	372	242
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	345	264
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	116	89

Mode de liquidation / Erledigungsart	2013	2012
Admission <i>Gutheissung</i>	10	16
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	6
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	4	7
Rejet <i>Abweisung</i>	79	93
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	2	1
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	168	68
Retrait <i>Rückzug</i>	30	19
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	12	19
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	28	24
Rayé du rôle (défaut) <i>Abschreibung (Abwesenheit)</i>	1	0
Classé sans suite <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	1
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	0	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	5	2
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	2	2
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	1	3
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	2	2
Total	345	264

Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.	Entrées Neueingänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.
Circulation routière et transports <i>Strassenverkehr und Transportwesen</i>	63	292	355	277	78
Droit social (à l'exception de l'aide sociale dès le 01.01.11) <i>Sozialrecht (mit Ausnahme der Sozialhilfe ab dem 01.01.11)</i>	2	3	5	2	3
Agriculture <i>Landwirtschaft</i>	13	6	19	15	4
Commerces et établissements publics <i>Handel und Gastgewerbe</i>	0	5	5	2	3
Animaux <i>Tiere</i>	0	1	1	1	0
Santé publique <i>Öffentliche Gesundheit</i>	4	1	5	3	2
Registre du commerc <i>Handelsregister</i>	0	4	4	3	1
Réclamation (frais) <i>Einsprache (Kosten)</i>	1	1	2	2	0
Procédure autres <i>Verfahren andere</i>	2	1	3	2	1
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	1	42	43	24	19
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	2	2	1	1
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	3	12	15	12	3
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	2	2	1	1
Total	89	372	461	345	116

COUR FISCALE / STEUERGERICHTSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013	2012
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	131	134
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	161	183
- compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>	107	145
- compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / <i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes</i>	54	38
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	148	186
- compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>	102	141
- compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / <i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes</i>	46	45
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	144	131

Mode de liquidation / Erledigungsart	2013	2012
Admission <i>Gutheissung</i>	6	6
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	16	12
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	4	10
Rejet <i>Abweisung</i>	64	71
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	2	8
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	22	38
Retrait <i>Rückzug</i>	11	8
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	12	17
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	2	11
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	3	1
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	1	1
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	0	1
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	1	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	4	2
Total	148	186

Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.	Entrées Neueingänge	Total	Liquide Erledigt	Pendant au 31.12 Hängig per 31.12
Généralités <i>Allgemeines</i>	1	0	1	1	0
Impôt sur revenu et fortune personnes physiques <i>Einkommens- und Vermögenssteuer der natürlichen Personen</i>	98	121	219	99	120
Impôt sur bénéfice et capital personnes morales <i>Gewinn- u. Kapitalsteuer der juristischen Pers.</i>	5	12	17	6	11
Impôt anticipé <i>Verrechnungssteuer</i>	2	3	5	5	0
Impôts communaux <i>Gemeindesteuern</i>	1	0	1	1	0
Impôts paroissiaux <i>Pfarreisteuern</i>	0	1	1	1	0
Droits de mutation et gages immobiliers <i>Handänderungs- und Grundpfandrechtsabgabe</i>	1	3	4	1	3
Impôt destiné à compenser la dim. aire agricole <i>Steuer zum Ausgleich der Verminderung Kulturland</i>	0	2	2	0	2
Taxe de séjour <i>Aufenthaltstaxe</i>	0	7	7	6	1
Contributions publiques communales <i>Öffentliche kommunale Abgaben</i>	11	5	16	11	5
Amendes d'ordre <i>Ordnungsbussen</i>	3	1	4	4	0
Emoluments administratifs <i>Verwaltungsgebühren</i>	1	1	2	1	1
Soustraction fiscale et rappel d'impôts <i>Steuerhinterziehung und Nachsteuer</i>	1	0	1	1	0
Réclamations (frais) <i>Einsprachen (Kosten)</i>	1	1	2	2	0
Récusation <i>Ausstand</i>	0	1	1	1	0
Procédure autres <i>Verfahren andere</i>	3	0	3	3	0
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	3	2	5	4	1
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	1	1	1	0
Total	131	161	292	146	146

1^e COUR DES ASSURANCES SOCIALES / I. SOZIALVERSICHERUNGSGERICHTSHOF¹

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013	2012
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	276 ²⁾	544
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	268	492
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	272	576
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	272	460

¹⁾ 2 Cours des assurances sociales dès le 01.01.2013/2 Sozialversicherungsgerichtshöfe seit 01.01.2013

²⁾ Ce chiffre ne représente qu'une partie des affaires pendantes, le total des 460 affaires pendantes ayant été réparti entre les 2 Cours (276+184=460) / Diese Zahl widerspiegelt nur einen Teil der hängigen Fälle. Das Total der hängigen Fälle beträgt 460, welche auf 2 Höfe aufgeteilt wurden (276+184=460).

Mode de liquidation / Erledigungsart	2013	2012
Admission <i>Gutheissung</i>	15	41
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	16	37
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	14	37
Rejet <i>Abweisung</i>	115	219
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	0	4
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	10	37
Retrait <i>Rückzug</i>	13	14
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	5	34
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	3	11
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	19	14
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	1	21
Observations <i>Stellungnahme</i>	0	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	31	41
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	10	22
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	13	19
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)</i>	2	4
Partage de la prestation de sortie en cas de divorce <i>Teilung der Austrittsleistung bei Ehescheidung</i>	5	20
Total	272	576

Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.	Entrées Neueingänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.
Assurance-vieillesse et survivants <i>Alters- und Hinterlassenenversicherung</i>	6	1	7	6	1
Assurance-invalidité <i>Invalidenversicherung</i>	104	87	191	74	117
Prestations complémentaires <i>Ergänzungsleistungen</i>	2	0	2	2	0
Assurance-maladie <i>Krankenversicherung</i>	9	0	9	9	0
Assurance-accident <i>Unfallversicherung</i>	72	39	111	40	71
Assurance-chômage <i>Arbeitslosenversicherung</i>	34	44	78	21	57
Prévoyance professionnelle <i>Berufliche Vorsorge</i>	6	0	6	6	0
Assurance militaire <i>Militärversicherung</i>	1	0	1	1	0
Allocations familiales <i>Familienzulagen</i>	2	5	7	4	3
Aide sociale (dès le 01.01.11) <i>Sozialhilfe (seit dem 01.01.11)</i>	14	15	29	21	8
Révision <i>Revision</i>	1	1	2	2	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	2	17	19	13	6
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	6	6	5	1
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	21	51	72	64	8
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	2	2	4	4	0
Total	276	268	544	272	272

II^e COUR DES ASSURANCES SOCIALES / II. SOZIALVERSICHERUNGSGERICHTSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	184
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	189
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	145
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	228

Mode de liquidation / Erledigungsart	2013	2012
Admission <i>Gutheissung</i>	10	0
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	5	0
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	11	0
Rejet <i>Abweisung</i>	28	0
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	2	0
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	14	0
Retrait <i>Rückzug</i>	8	0
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	7	0
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	5	0
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	7	0
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	2	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	16	0
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	9	0
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	8	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)</i>	1	0
Partage de la prestation de sortie en cas de divorce <i>Teilung der Austrittsleistung bei Ehescheidung</i>	12	0
Total	145	0

Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.	Entrées Neueingänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.
Assurance-vieillesse et survivants <i>Alters- und Hinterlassenenversicherung</i>	10	10	20	6	14
Assurance-invalidité <i>Invalidenversicherung</i>	106	70	176	50	126
Prestations complémentaires <i>Ergänzungsleistungen</i>	6	9	15	3	12
Assurance-maladie <i>Krankenversicherung</i>	13	23	36	17	19
Assurance-accident <i>Unfallversicherung</i>	4	0	4	0	4
Assurance-chômage <i>Arbeitslosenversicherung</i>	2	0	2	2	0
Prévoyance professionnelle <i>Berufliche Vorsorge</i>	32	14	46	17	29
Allocation pour perte de gain <i>Erwerbsersatz</i>	2	0	2	0	2
Assurance-maladie complémentaire LCA <i>Zusatzkrankenversicherung VVG</i>	0	17	17	5	12
Révision <i>Revision</i>	1	1	2	1	1
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	1	2	3	1	2
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	1	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	7	40	47	41	6
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	2	2	1	1
Total	184	189	373	145	228

2.4. RECOURS AU TRIBUNAL FEDERAL / BESCHWERDEN AN DAS BUNDESGERICHT

Recours déposés / Eingereichte Beschwerden	2013	2012
I ^{ère} Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof	26	24
II ^{ème} Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof	22	19
Chambre des poursuites et des faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	11	9
Cour de modération / Moderationshof	1	1
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ Kindes- und Erwachsenenschutzhof	7	3
Tribunal cantonal / Kantonsgericht	0	0
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof	18	27
Chambre pénale / Strafkammer	33	23
I ^{er} Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof	17	23
II ^{er} Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof	18	12
III ^{er} Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	19	10
Cour fiscale / Steuergerichtshof	10	17
I ^{er} Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof	27	48
II ^{er} Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof	4	0
Total	213	216

Recours traités / Erledigte Beschwerden Modes de liquidation / Erledigungsarten	2013	2012
I^{ère} Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof		
Admis / Gutheissung	1	3
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	3	1
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	2
Rejetés / Abweisung	11	15
Irrecevables / Nichteintreten	7	7
Sans objet / Gegenstandslos	1	1
Retirés / Rückzug	1	1
II^{ème} Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof		
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	0
Rejetés / Abweisung	3	4
Irrecevables / Nichteintreten	14	5
Sans objet / Gegenstandslos	0	1
Retirés / Rückzug	0	3

Chambre des poursuites et faillites / <i>Schuldbetreibungs- und Konkurskammer</i>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	4	2
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	6	7
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
Cour de modération / <i>Moderationshof</i>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	0	0
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	1
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ <i>Kindes- und Erwachsenenschutzhof</i>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	1	1
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	5	0
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	0
Cour d'appel pénal / <i>Strafappellationshof</i>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	2	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	4
Rejetés / <i>Abweisung</i>	15	12
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	3	5
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
Chambre pénale / <i>Strafkammer</i>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	2
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	9	10
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	10	14
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
Rayé du rôle / <i>Abschreibung</i>	0	0

I^{ère} Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	3
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	4
Rejetés / <i>Abweisung</i>	12	16
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	3	5
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	2	4
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
II^{ème} Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	12	12
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	1
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	0	0
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
III^{ème} Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	3	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	8	5
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	2	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	5	2
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
Cour fiscale / Steuergerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	14	3
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	0
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	0	6
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

le Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	3	4
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	2	3
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung und Rückweisung</i>	2	3
Rejetés / <i>Abweisung</i>	23	24
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	2	10
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	2
Ile Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	4
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	3
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung und Rückweisung</i>	0	3
Rejetés / <i>Abweisung</i>	1	24
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	1	10
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	2
Total	204	216

